

LUTTE DE CLASSE

Union communiste internationaliste (trotskyste)

**Après l'élection
présidentielle,
opération de ravalement
pour une république
bourgeoise décatie**

- **Front national : des progrès lourds de menaces**
- **Mélenchon, insoumis aux intérêts des travailleurs**
- **Lutte ouvrière dans les élections**
- **Une police de classe**
- **Les élections du 8 juin en Grande-Bretagne**
- **L'Algérie au lendemain des élections**



Au sommaire de ce numéro

Après l'élection présidentielle, opération de ravalement	1
Circulaire de Lutte ouvrière aux élections législatives	8
Front national : des progrès lourds de menaces pour tout le mouvement ouvrier	10
Mélenchon, insoumis aux intérêts des travailleurs	15
La police, une arme de classe contre les travailleurs	20
Grande-Bretagne : 8 juin, un scrutin sous le signe de l'union nationale	26
Algérie : au lendemain des élections législatives	29
Annexe 1 - Discours de Nathalie Arthaud au meeting de Lille le 19 avril	34
Annexe 2 - Déclaration de Nathalie Arthaud le 23 avril	45

Abonnements pour un an (8 numéros)

Plis ouverts

- France, DOM-TOM 15 €
- DOM-TOM, par avion 17 €
- Europe 20 €
- Reste du monde 24 €

Plis fermés

- France, DOM-TOM 32 €
- DOM-TOM, par avion 37 €
- Europe (lettre prioritaire) 45 €
- Monde (lettre prioritaire) 58 €

Chèque à l'ordre de Lutte ouvrière ou virement à :

Lutte ouvrière - CCP Paris 24 274 60 R 020

IBAN FR28 2004 1000 0126 2746 0R02 087 - BIB PSSTFRPPPAR

Correspondance

Lutte ouvrière BP 20029 -
93501 PANTIN CEDEX

Sur Internet

Portail de Lutte ouvrière
<http://www.lutte-ouvriere.org>
Site multilingue de l'Union
communiste internationaliste
<http://www.union-communiste.org>
E-mail :
contact@union-communiste.org

Qui sommes-nous ?

La revue mensuelle *Lutte de classe* est éditée par l'Union communiste (trotskyste), plus connue sous le nom de son hebdomadaire, *Lutte ouvrière*.

Lutte ouvrière est une organisation communiste, révolutionnaire et internationaliste. Elle est membre de l'UCI (Union communiste internationaliste), qui regroupe dans plusieurs pays des organisations partageant les mêmes idées et les mêmes objectifs.

L'Union communiste internationaliste est un courant qui se revendique de la filiation d'idées incarnées successivement par Marx et Engels, Rosa Luxemburg, Lénine et Trotsky. Elle considère que l'organisation capitaliste représente le passé de la société humaine, pas son avenir, et que la société capitaliste basée sur la propriété privée, le marché, la concurrence et le profit devra être remplacée, à l'échelle de la planète, par une société basée sur la propriété collective des ressources de la terre et des instruments de production, ainsi que sur une économie démocra-

tiquement planifiée assurant à chacun de ses membres un accès égal à tous les biens matériels et culturels.

Elle se revendique de la révolution russe de 1917, qu'elle considère comme la première et jusqu'à présent unique révolution où le prolétariat a pris durablement le pouvoir étatique pour tenter de transformer la société dans un sens collectiviste, avant d'être écarté du pouvoir politique par la dictature d'une bureaucratie usurpatrice.

Les organisations qui se revendiquent de l'UCI considèrent que les idées communistes doivent être réintroduites dans la classe ouvrière qui, seule, peut en faire une force de transformation sociale.

Tout en participant aux luttes quotidiennes des travailleurs dans la mesure de leurs possibilités, les militants des organisations de l'UCI défendent parmi ceux-ci les intérêts politiques généraux de la classe ouvrière. Ils sont convaincus que les travailleurs sont seuls capables de remplacer le capitalisme par une

société libre, fraternelle et humaine, car ils constituent la majorité de la population et n'ont aucun intérêt au maintien de l'actuelle société. Ils sont aussi les seuls, par leur nombre et leur concentration, à avoir les moyens de contrôler le pouvoir politique issu de leur intervention.

Ils considèrent que les travailleurs constituent à l'échelle du monde une seule et même classe sociale et que leur présence à toutes les étapes de la production et de la distribution des biens produits leur permet de contrôler démocratiquement tous les rouages de l'économie, afin qu'elle fonctionne pour satisfaire les besoins de tous.

La revue *Lutte de classe* est l'expression collective, en langue française, de l'UCI. Chacune des organisations qui s'en revendique a, par ailleurs, ses propres publications sous la forme d'une presse politique, ainsi que, pour la plupart d'entre elles, d'une presse ouvrière sous la forme de bulletins d'entreprise réguliers.



Après l'élection présidentielle, opération de ravalement pour une république bourgeoise décatie

L'élimination, lors du premier tour de la présidentielle, des candidats du Parti socialiste et du parti Les Républicains a signé en quelque sorte l'acte de décès de l'ancienne alternance qui fonctionnait en France depuis plus d'un demi-siècle.

Mais par quoi est-elle remplacée ?

À la présidentielle, une nouvelle alternance s'est mise en place de fait, symbolisée par l'opposition Le Pen – Macron, ce dernier étant soutenu par la quasi-totalité des politiciens de l'ancienne alternance. Ceux-ci ont commencé à se partager les dépouilles dès la soirée du second tour en se positionnant qui dans le camp du vainqueur du jour, qui dans l'opposition, mais tous en laissant entendre qu'ils étaient disposés à faire don de leur personne pour être ministres ou Premier ministre ! Mais après ?

Les partis politiques de la bourgeoisie sont en ruines. Le Parti socialiste en premier lieu. Manuel Valls, pourtant Premier ministre de ce parti il y a six mois encore, l'a déclaré mort et continue à l'enterrer de déclaration en déclaration. À droite, bien que moins représentatif de son camp, Bruno Le Maire est à peine plus optimiste à propos des Républicains. Bien sûr, les deux ont des raisons personnelles de carrière pour enterrer un corps sans même se donner la peine de vérifier qu'il ne bouge plus. Mais le diagnostic est pertinent.

MACRON ET LA PERSPECTIVE D'UNE ALTERNANCE RAFISTOLÉE

Comment assurer alors le fonctionnement de cette république bourgeoise dont ils se revendiquent tous ?

L'idée d'une restructuration est dans l'air depuis longtemps, tant la mort de l'ancienne alternance a été précédée d'une agonie de plusieurs années. Surtout à gauche où les cinq années de la présidence Hollande, et au terme desquelles Hollande lui-même a tiré l'échelle en ne se représentant pas, n'ont fait qu'accélérer les choses.

L'engouement autour de Macron et les ralliements qui ont accompagné sa campagne et alimenté ses troupes en ont apporté la démonstration. Macron aura-t-il la possibilité et la volonté de réaliser sa prétention à restructurer la vie politique ? Il vient d'accomplir une des conditions préalables, celle de se faire élire président de la République, avec les moyens que cela lui donne. Accessoirement, il a affirmé, par la nature même de sa campagne, le triomphe d'un mouvement, d'un club électoral sur les partis structurés ayant une vie interne.

Un peu à la manière des deux

partis américains, démocrate et républicain, dont la fonction essentielle est d'assurer l'élection du président, ainsi que de la Chambre des représentants et du Sénat. Les rapports entre le président et ces deux Assemblées sont censés incarner la démocratie bourgeoise de la principale puissance impérialiste. Cette forme de démocratie, qui se passe de partis structurés, avec une vie politique interne, de leurs débats, d'oppositions, de courants dont la démocratie bourgeoise à la française est si friande, convient tellement à la bourgeoisie américaine qu'elle perdure depuis plus de deux siècles avec des modifications mineures. Pour le reste, tout roule dans cette démocratie bourgeoise : les bourgeois font des affaires et s'enrichissent, et l'appareil d'État, c'est-à-dire les hauts fonctionnaires, se chargent des affaires courantes, à l'intérieur comme dans le domaine diplomatique et militaire. Sur le fond, ce n'est guère différent du fonctionnement de la démocratie bourgeoise en France, peut-être seulement moins hypocrite. Ici comme là-bas, la continuité du pouvoir est incarnée par une hiérarchie de hauts fonctionnaires, militaires ou civils, qui ne sont pas élus.

Macron parviendra-t-il à pousser la restructuration politique plus loin? À commencer par marginaliser, voire faire disparaître ce qu'il reste de la gauche, c'est-à-dire ce qui la rattache encore, très vaguement, à ses origines dans le mouvement ouvrier?

L'idée d'un grand parti progressiste à la manière du Parti démocrate américain est dans l'air depuis longtemps.

En Italie, le personnel politique de la bourgeoisie a réussi sa transformation malgré l'importance d'un Parti communiste, si longtemps puissant. Cette transformation est passée par l'autodissolution du PC.

En France, le Parti communiste français s'est autodétruit avant même que la question se pose. Il continue seulement à se survivre en dansant un pas de deux, sur l'air de «je t'aime moi non plus», avec Mélenchon.

Si Macron a la détermination d'aller jusqu'au bout dans cette perspective et de créer ce grand mouvement progressiste, regroupant celles et ceux venus aussi bien de la gauche que de la droite, il lui reste encore un obstacle à franchir: les élections législatives. S'il gagne son pari, c'est-à-dire s'il réussit à

rallier à son panache blanc une majorité parlementaire, le chemin sera dégagé pour aller plus loin. Mais ce n'est pas encore gagné.

Le nouveau président a beau afficher son ambition de rassemblement, les prochaines législatives se dérouleront avec une dispersion des courants politiques plus grande encore qu'au temps de l'alternance gauche-droite. Le personnel politique qui ambitionne de gouverner au profit de la bourgeoisie se retrouve divisé en quatre rassemblements d'importance numérique comparable: la droite traditionnelle; ce qu'il reste du Parti socialiste; la France insoumise de Mélenchon; et le Front national. Ce dernier, fort du nombre d'électeurs qui se sont prononcés en faveur de Marine Le Pen, se proclame déjà principal parti d'opposition. Ce que revendique également, sur la gauche, la France insoumise.

Les Républicains, de leur côté, visent la même position sur le plan parlementaire. Bien que le regroupement de la droite et du centre dont Baroin conduit la campagne électorale soit, lui aussi, divisé entre plusieurs cliques et chapelles, il

résiste mieux à l'attraction de Macron. Son principal facteur de cohésion réside en ce qu'il peut se fixer un objectif atteignable dans les législatives: celui d'être le principal parti d'opposition au Parlement. Il a un socle électoral qui n'a pas disparu avec l'échec à la présidentielle de la candidature de Fillon. Ils ont cet avantage par rapport au Front national que le système électoral les favorise outrageusement. Les Républicains peuvent encore espérer que les élections législatives leur assureront cette majorité parlementaire qui leur permettra de postuler au poste de Premier ministre et d'imposer à Macron une forme de cohabitation.

Le Parti socialiste ne peut, en revanche, nourrir aucune illusion de ce genre. Même s'il ne se décompose pas complètement, soumis qu'il est à l'attraction de Mélenchon, d'un côté, et surtout de Macron, de l'autre, il joue sa survie parlementaire. Ses 6,36% à la présidentielle ne lui laissent comme place que celle de cinquième roue du carrosse! Certains, comme Valls, ont ouvertement rejoint Macron, sans être payés de retour pour l'instant. D'autres, comme les ex-frondeurs de





REUTERS

Marie-George Buffet et Mélenchon en janvier 2011.

Hamon, veulent se placer résolument dans l'opposition à Macron et font des offres à Mélenchon, sans être payés de retour, eux non plus. Enfin, une frange centrale du Parti socialiste veut maintenir le parti et limite son ambition à être un complément indispensable si Macron n'obtient pas la majorité des députés.

Ce courant, seul à se revendiquer du bilan des années Hollande, continue à vouloir faire vivre la boutique PS contre vents et marées. Ce n'est pas que par attachement à la vieille alternance gauche-droite dont le Parti socialiste était le pivot à gauche. Derrière les proclamations enflammées sur la fidélité au parti de Jean Jaurès et de Léon Blum, il y a de solides arguments matériels. Ce parti est devenu de longue date un parti de notables : 40% des adhérents seraient des élus locaux ; c'est un véritable corps social.

LES AMBITIONS DE MÉLENCHON ET LE NAUFRAGE DU PARTI COMMUNISTE FRANÇAIS

Quant à Mélenchon, fort de ses 7 millions de voix au premier tour de la présidentielle, il ambitionne de récupérer le cré-

neau électoral du Parti socialiste. Il a réussi à drainer vers sa candidature tous ceux qui étaient écœurés par le gouvernement Hollande et rejetaient en même temps Macron et la politique qu'il représente.

Laissons les journalistes gloser sur ses talents de tribun, qui ne lui avaient d'ailleurs pas permis de s'imposer lors de la présidentielle de 2012. Pas plus que ne lui avait suffi à l'époque le soutien du Parti communiste français et, surtout, l'huile de coude de ses militants. Mais ce qui a changé depuis, ce sont précisément les cinq ans de gouvernement socialiste qui lui ont permis d'attirer les déçus de Hollande, c'est-à-dire tout un milieu réformiste qui, tout en le restant, est effaré par la forme concrète que prend le réformisme lorsqu'il est au pouvoir. Surtout dans une période de crise où la bourgeoisie non seulement n'est pas disposée à lâcher des miettes mais, au contraire, reprend ce qu'elle avait concédé auparavant aux travailleurs, en réalité pour l'essentiel aux appareils syndicaux.

Parmi ces déçus de la gauche au pouvoir, il y a le PCF lui-même et sa mouvance.

Que sa direction ait soutenu et cautionné l'opération de

Mélenchon et qu'aujourd'hui elle ne soit pas payée de retour devient presque anecdotique tant elle a pris l'habitude d'être plumée.

Si, dans l'électorat de Mélenchon, nombreux sont les militants liés au mouvement ouvrier – syndicalistes ou associatifs –, Mélenchon et la politique qu'il propose n'ont plus grand-chose à voir avec le mouvement ouvrier même réformiste, en dehors de l'ambition de l'annexer à son électorat. Toute la campagne de l'ex-sénateur socialiste, toute sa phraséologie protectionniste appelant, parfois, la comparaison avec Le Pen, les drapeaux tricolores supplantant les quelques drapeaux rouges, montrent le contraire.

L'avenir dira, à commencer par les résultats des législatives, si Mélenchon réussit à recycler les restes du courant réformiste du mouvement ouvrier issus du PS et surtout du PCF et du syndicalisme.

« La dynamique qui a porté Jean-Luc Mélenchon a pu se prévaloir des résultats très encourageants », écrit pourtant *L'Humanité* au lendemain de la rupture. La direction du PCF persiste et signe en foulant aux pieds non seulement les intérêts politiques de la classe ou-

rière mais aussi ceux de ses propres militants.

LE PS ENTRE LES FACTEURS DE DÉCOMPOSITION ET LE POIDS DE L'APPAREIL ET DES NOTABLES

La forme démocratique qui caractérise la vie politique des puissances impérialistes a un coût pour la bourgeoisie. Elle a acquis la conviction au fil de l'histoire, à travers bien des soubresauts et avec bien des interruptions, que c'est cette forme qui assure sa domination de la façon la plus simple qui soit.

Il est bien difficile d'apprécier dans un parti comme le PS le nombre de personnes qui vivent directement ou indirectement de la politique professionnelle. Il y a bien entendu les ministres et les membres de leur cabinet, du moins lors-

qu'ils sont au pouvoir. Mais il y a aussi les élus avec plus ou moins de pouvoirs et de revenus en fonction de leur place dans la hiérarchie. Sur la base des chiffres issus des élections de 2015, le PS compterait pas loin de 20 000 élus.

Si les simples conseillers municipaux, dont la majorité ne peuvent pas vivre de leurs indemnités, étaient au nombre de 11 814, il y a tous ceux qui peuvent vivre, et largement, de leurs rétributions : 273 députés, 109 sénateurs, 12 députés européens, 5 présidents de régions, 27 présidents de conseils départementaux, 20 maires de villes de plus de 70 000 habitants.

S'y ajoutent tous ceux qui les entourent, plusieurs centaines, si ce n'est davantage, d'attachés parlementaires, auxquels il faut adjoindre tous les postes non électifs dans les conseils régionaux, départementaux, et les grandes municipalités.

On peut également compter les permanents, les fonctionnaires du parti. Le seul siège du PS rue de Solférino à Paris compterait 120 salariés permanents, auxquels il faut ajouter des dizaines de CDD.

Les fédérations départementales compteraient chacune au minimum deux salariés, sans parler des salariés des micro-partis qui ont été créés ces dernières années, notamment par Valls et Royal.

À ceux dont l'existence quotidienne dépend de la survie du Parti socialiste, il faut également ajouter toutes les entreprises, comme celles qui assurent des stages de formation, ainsi que les associations émarquant à la réserve parlementaire des élus.

Tout ce beau monde, dont les positions, voire la pitance quotidienne, dépendent de son appartenance au personnel politique de la bourgeoisie, peut



Ciseaux en main, le futur candidat aux législatives de 2017 inaugurerait le nouveau local du PS au Havre en 2015.

être parfaitement d'accord avec l'idée de la restructuration politique, mais à la condition que ses places et ses positions ne soient pas remises en cause.

Certes, Macron a l'art de faire du neuf avec du vieux. Mais le simple fait d'intégrer une nouvelle génération plus dévouée à sa personne limite objectivement les possibilités. Et il y a évidemment ceux qui, pour des raisons tout à fait personnelles, déplaisent au nouveau pouvoir, le premier d'entre eux étant Valls lui-même.

C'est dire que, même si Macron a la volonté de restructurer, il se heurtera à la résistance des appareils. Il n'est pas dit qu'il parvienne à la surmonter.

Dans ce domaine aussi, beaucoup de choses dépendent des résultats des législatives, du fait qu'il obtienne ou non une majorité dévouée à sa personne.

La restructuration est donc à la fois une nécessité et un facteur d'instabilité politique. Et, à en juger par le jeu des appareils hérités du passé, qui se conjugue avec les ambitions personnelles de ceux qui s'accrochent aux circonscriptions dont ils sont les députés et de ceux qui voudraient prendre leur place, la marche, pour le moment, est en arrière, vers des combinaisons façon IV^e République!

L'INSTABILITÉ POLITIQUE DE LA RÉPUBLIQUE BOURGEOISE

Il est inutile de spéculer sur la forme et l'intensité que prendra cette instabilité politique. Peut-être restera-t-elle limitée? Après tout, l'ancien système d'alternance est devenu caduc depuis longtemps, ce qui ne l'a pas empêché, l'un dans l'autre, de fonctionner en répétant des simagrées héritées d'une période antérieure.

Là encore, la gravité de cette instabilité, comme bien d'autres

choses, dépend de l'évolution de la crise. L'une se nourrira de l'autre.

Comme c'est de la gravité de la crise que dépend l'évolution ultérieure du Front national. Le problème, du point de vue des intérêts de la classe ouvrière, n'est certainement pas la lutte des clans à l'intérieur même du Front national, entre celui de Jean-Marie Le Pen et celui de Florian Philippot, ni la zizanie entre Marine Le Pen et sa nièce.

Mais ce qui ressort de l'élection présidentielle, c'est qu'en devenant un des principaux partis qui postulent à gouverner au service de la bourgeoisie le FN exprime la poussée réactionnaire de la vie politique et sociale.

L'aspect le plus grave de cette poussée réactionnaire, c'est d'avoir infecté une fraction importante du monde du travail. Même si pour le moment il s'agit du reflet électoral des choses, c'est déjà un handicap pour la capacité de la classe ouvrière à engager la lutte pour se défendre et à plus forte raison pour défendre une politique de classe face à la bourgeoisie.

L'influence même seulement électorale du FN pourrait les consciences. Cela seul suffirait pour que les travailleurs conscients aient à le combattre. Oh, certainement pas en se réfugiant dans les bras de quelque politicien bourgeois! Ni Macron, ni même Mélenchon! Au contraire, en combattant clairement Macron comme représentant en charge des affaires de la bourgeoisie. Et en combattant les idées de Mélenchon et l'impasse de sa politique pour les travailleurs.

Mais l'évolution qui a permis au FN de prospérer y compris dans les classes populaires n'est pas encore arrivée à son terme. Non seulement l'arrivée de Macron à l'Élysée n'a pas constitué un barrage contre le FN, mais elle laisse le champ libre au développement de son

influence. En menant la politique du grand capital, Macron alimentera une colère contre son pouvoir, que le FN cherchera inévitablement à canaliser à son propre profit.

En se renforçant, même seulement électoralement, le Front national pèsera sur toute la société. Si la crise s'aggrave et si la combativité se réveille, la bourgeoisie trouvera dans les rangs du Front national les forces supplétives qu'elle pourra utiliser contre les travailleurs.

La poursuite de l'offensive patronale finira par déclencher des explosions sociales. Personne ne peut prévoir quelle catégorie sera la première à ne plus supporter le sort qui lui est fait et qui se lancera dans la lutte. Il est encore plus difficile de deviner comment les différentes couches opprimées par le capital entreront en lutte et quelles seront leurs relations respectives.

LE NÉCESSAIRE PARTI OUVRIER RÉVOLUTIONNAIRE

C'est certain, c'est précisé dans des périodes d'intensification de la lutte de classe que les travailleurs ont besoin d'avoir conscience de leurs intérêts non seulement économiques mais aussi politiques. Et cette boussole ne peut être donnée que par un parti représentant réellement ces intérêts.

La bourgeoisie entretient et finance les partis qui se placent sur le terrain du capitalisme et de l'exploitation. Ils sont nécessaires au décorum démocratique. Ils contribuent à entretenir parmi les masses exploitées l'illusion que leur sort se joue dans les urnes. Mais ces partis ne jouent qu'un rôle accessoire dans le pouvoir de la bourgeoisie sur la société. Ce pouvoir repose sur ses capitaux, sur la dictature que ceux-ci lui permettent d'exercer sur la vie éco-

nomique et sociale.

Le prolétariat, en revanche, ne peut pas se passer d'un parti pour se défendre efficacement et, à bien plus forte raison, pour s'émanciper. Il n'y a pas de tâche plus urgente pour tous ceux, travailleurs exploités ou intellectuels, qui sont préoccupés par l'avenir de l'humanité, que de s'atteler à reconstruire ce parti.

La conjonction de la crise économique et de l'instabilité politique, si elle débouche sur des explosions sociales, recèle d'immenses possibilités pour la classe ouvrière en même temps que de grandes menaces. C'est dans les périodes où la lutte de classe devient intense, où la politique cesse d'être l'affaire d'une caste spécialisée au service de la bourgeoisie, lorsque des centaines de milliers de femmes et d'hommes s'intéressent à la vie de la collectivité et deviennent conscients du fait que l'avenir dépend d'eux, que la transformation de la so-

ciété devient possible et que peuvent surgir les militants prêts à agir dans ce sens. C'est à ce moment qu'il devient vital que la conscience collective des travailleurs renoue avec les riches expériences du passé.

C'est dans cette perspective que se place depuis toujours la participation de Lutte ouvrière aux élections.

C'est dans cette perspective que nous avons participé à l'élection présidentielle.

C'est dans cette perspective encore que se place notre participation aux élections législatives qui viennent.

Nos résultats à l'élection présidentielle sont modestes (cf. encadré ci-contre sur les résultats de Nathalie Arthaud). Juger de ces résultats n'a de sens qu'en tenant compte de l'évolution réactionnaire de la situation. Elle a conduit à la profonde perte de valeurs du mouvement ouvrier. Elle a balayé de fait le PCF, en substituant à un parti pourtant

si puissant numériquement il n'y a pas si longtemps, et qui portait dans sa dénomination le qualificatif communiste, le mélenchonisme qui n'a même plus ce lien avec le passé du mouvement ouvrier.

Mais l'histoire qui, à certains moments, peut connaître de profonds reculs, connaît des explosions où l'humanité reprend brusquement sa marche vers le progrès.

Lutte ouvrière continuera à agir dans les entreprises, dans les quartiers populaires, pour gagner des militants décidés à défendre dans leur classe la perspective d'un véritable parti communiste. Un parti qui, pour se développer, ne cherchera pas des raccourcis du côté des idées à la mode, surtout dans une période où les causes, même les plus légitimes, du féminisme à l'écologie, sont dénaturées par l'évolution réactionnaire. Un parti qui ne se contente pas de dénoncer le capitalisme, mais qui ait pour objectif de le ren-

Les résultats de Nathalie Arthaud à l'élection présidentielle

Avec 232 384 voix (0,64 %), les résultats de la candidate de Lutte ouvrière, Nathalie Arthaud, se maintiennent voire s'améliorent légèrement par rapport à 2012 (202 548 voix, soit 0,56 %). Ces résultats ont sans doute pâti du réflexe dit de vote utile, en faveur de Jean-Luc Mélenchon, quand, dans les dernières semaines, les sondages ont laissé penser qu'il pourrait se qualifier pour le second tour. Avec 394 505 voix (1,09 %), le candidat du NPA, Philippe Poutou, a visiblement pâti lui aussi du vote utile Mélenchon, perdant quelque 17 000 voix, par rapport à 2012.

À titre de comparaison, aux élections régionales, en décembre 2015, les listes de Lutte ouvrière avaient recueilli 320 054 voix (1,5 %)

dans les 13 régions où nous nous présentions. Et aux élections européennes de mai 2014 nous avons recueilli 213 633 voix, soit 1,14 %.

Nathalie Arthaud a indiqué que les voix que nous recueillons pèsent plus dans le monde du travail que dans les urnes. À notre petite échelle, cela se vérifie dans leur répartition géographique. Les départements où nous faisons les résultats les plus faibles sont les plus aisés, et les départements où nous faisons nos meilleurs scores sont des départements souvent très ouvriers. Nathalie Arthaud obtient aussi des résultats supérieurs à la moyenne en outre-mer : Guadeloupe, Martinique, Guyane et La Réunion. À l'échelle des communes, la différence

est également manifeste, entre villes bourgeoises et villes populaires. Nos lecteurs peuvent consulter la liste détaillée de nos résultats départementaux dans notre hebdomadaire (*Lutte ouvrière* n° 2543 du 26 avril) et sur le site Internet de notre journal.

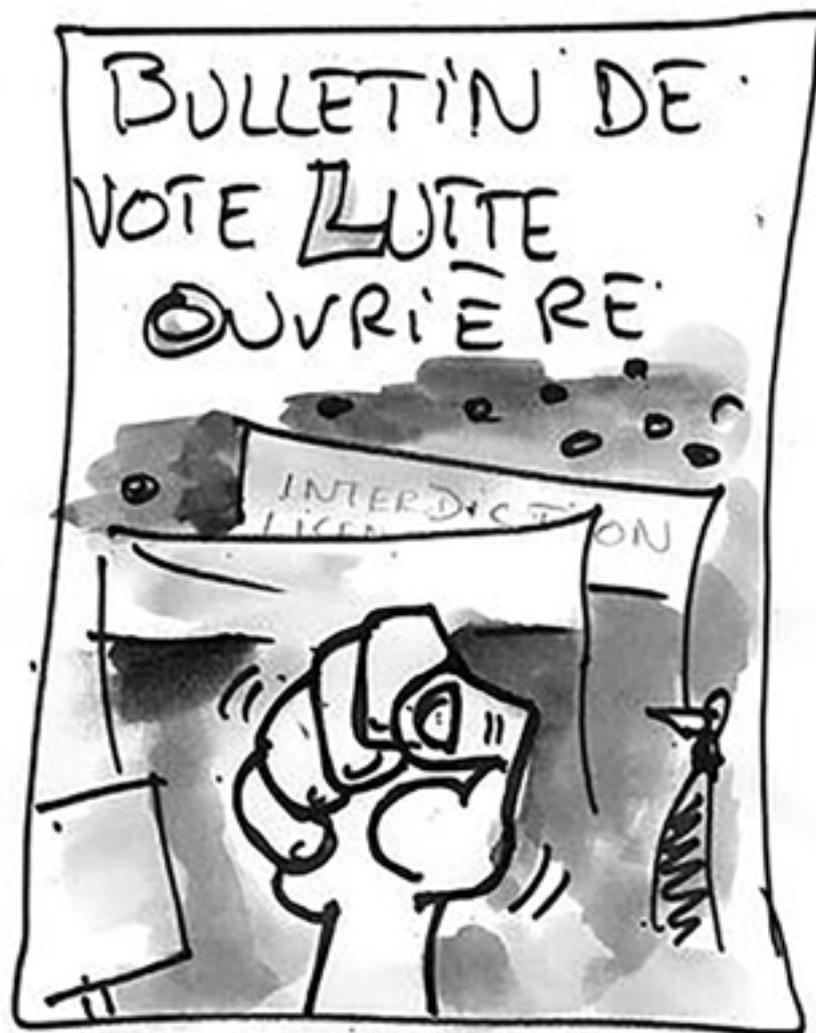
Ces résultats restent très modestes. Mais ce qui est confirmé par les discussions et les retours que nous avons eus est que, dans une situation où notre courant est minoritaire car à contre-courant non seulement des idées protectionnistes, voire xénophobes, mais aussi du réformisme ambiant, celles et ceux que nous sommes parvenus à toucher, ce sont des minorités au sein des couches les plus populaires du pays.

verser. Un parti qui ne se propose pas de défendre la classe ouvrière, mais qui voit en elle la seule classe capable de renverser l'ordre capitaliste. Un tel parti ne peut naître que sur la base du marxisme, du léninisme et du trotskysme, c'est-à-dire en intégrant dans son programme les phases successives de l'expérience du mouvement ouvrier révolutionnaire, du temps où il était vivant et actif.

Le futur parti communiste révolutionnaire, même à l'état embryonnaire, n'est pas un club électoral. Son activité essentielle est quotidienne. Il se développera en participant aux luttes petites et grandes de la classe ouvrière, en acquérant de l'influence en son sein, pour être capable de conduire les travailleurs à la victoire dans leur combat contre la bourgeoisie.

Chaque campagne électorale est une occasion de défendre cette perspective et le programme qui correspond aux intérêts de la classe ouvrière dans une situation donnée.

Nous reproduisons ci-dessous la circulaire qui sera celle des candidates et des candidats de Lutte ouvrière. Ils seront présents dans les 539 circonscriptions de métropole, dans six des sept circonscriptions



de La Réunion et, en commun avec nos camarades de Combat ouvrier, dans quatre circonscriptions de Guadeloupe et

quatre de Martinique, soit au total dans 533 circonscriptions.

11 mai 2017

**lutte
ouvrière**

ÉLECTIONS LÉGISLATIVES DE JUIN 2017
3^e circonscription de la CHARENTE



FAIRE ENTENDRE LE CAMP DES TRAVAILLEURS

Suppléant



Anne MAINGUY
Employée



Frédéric DEFOSSEZ
Chauffeur routier



Avec le soutien de
Nathalie Arthaud et d'**Arlette Laguiller**

Travailleuses, travailleurs,

Campagne électorale ou pas, la grande bourgeoisie poursuit la guerre aux travailleurs au travers des suppressions d'emplois, des licenciements, des bas salaires et de la précarité. Elle écrase de tout son poids nombre d'artisans, de petits commerçants et d'agriculteurs. Et elle va continuer.

Il n'y a aucune illusion à avoir dans la politique de Macron. Dévoué corps et âme aux intérêts du grand capital, il l'aidera. La démolition du code du travail, la fin des 35 heures, la suppression de 120 000 postes de fonctionnaires et la facilitation des licenciements sont au programme. Aux six millions de personnes condamnées au chômage, s'en ajouteront d'autres. Ceux qui n'ont pas droit à un logement, aux soins ou à une retraite digne seront plus nombreux.

Cette politique du grand capital déclenchera des explosions sociales, entraînant dans la lutte toutes les catégories qui en sont victimes. C'est dans cette situation que les travailleurs ont un intérêt vital à avancer leurs revendications de classe.

Fort du nombre de voix qu'il a recueillies lors de la présidentielle, le Front national se pose en principale force d'opposition. Mais il détourne les travailleurs de leurs intérêts d'exploités en désignant les travailleurs immigrés comme leurs ennemis. Rien ne serait plus dramatique que de voir des luttes s'orienter ainsi vers une impasse réactionnaire.

Face aux démagogues, qu'ils viennent de l'extrême droite ou d'ailleurs, il faut faire entendre les exigences des travailleurs:

- Interdiction des licenciements et répartition du travail entre tous sans diminution de salaire pour mettre fin au chômage ;
- Augmentation des salaires et indexation sur la hausse des prix et des taxes ; pas un salaire, pas une pension à moins de 1800 euros net ;
- Suppression du secret des affaires, afin que les travailleurs et la population puissent mettre en lumière les méfaits des groupes capitalistes ;
- L'argent public doit aller aux services publics utiles à la population : éducation, santé et transports publics.

Vous qui avez affirmé votre accord avec ces objectifs en votant pour Nathalie Arthaud à la présidentielle, prolongez votre choix aux élections législatives.

Vous qui vous êtes reconnus dans sa campagne mais n'avez pas voté pour elle, rejoignez-nous pour faire entendre le camp des travailleurs.

Quelle que soit la future majorité parlementaire, elle sera au service des riches. Et le prétendu « vote utile » n'a plus de sens aux élections législatives, où les combinaisons d'appareil le disputent aux calculs carriéristes des uns ou des autres. Avec ses candidats, Lutte ouvrière permet aux électeurs de faire un vote sans ambiguïté.

Avec Anne MAINGUY et Frédéric DEFOSSEZ, qui font partie du monde du travail, vous renforcerez un courant déterminé à défendre les intérêts des travailleurs, des chômeurs et des retraités. Vous appuierez un courant qui se revendique du communisme, c'est-à-dire du renversement de la dictature de la grande bourgeoisie sur la société, par la force collective et consciente des exploités.

Voter pour les candidats de Lutte ouvrière, c'est:

- Refuser d'être embrigadés derrière les partis politiques de la bourgeoisie
- Exprimer sa fierté d'appartenir au camp des travailleurs
- Affirmer ses intérêts contre ceux du grand patronat

Aucune élection ne nous permettra de faire l'économie de la lutte collective. Mais affirmer collectivement nos intérêts matériels et politiques nous aidera à mener ces luttes et à les gagner.

Ce vote affirmera aussi la nécessité de reconstruire un parti qui incarne ces perspectives.

Le 11 juin, votez pour Anne MAINGUY (Suppléant: Frédéric DEFOSSEZ).



Front national: des progrès lourds de menaces pour tout le mouvement ouvrier

En réunissant 10,6 millions de voix au deuxième tour de l'élection présidentielle, la candidate du Front national a dépassé le résultat déjà impressionnant du premier tour, réussissant à gagner trois millions d'électeurs supplémentaires.

Que le FN soit parvenu à attirer une partie de l'électorat de droite n'a rien de surprenant. Il y a toujours eu une grande porosité entre droite extrême et extrême droite, dont les électeurs sont sensibles aux mêmes idées. Fillon avait remporté les primaires en s'appuyant sur les réseaux de la droite catholique, dont les idées sont reprises par une partie du FN. Ce n'est pas pour rien que Le Pen a pu reprendre intégralement dans un meeting entre les deux tours une partie d'un discours prononcé par Fillon, discours écrit d'ailleurs par un homme, Paul-Marie Couteaux, qui a été lui-même candidat du mouvement de De Villiers et entretient de nombreuses accointances avec le FN.

Écœurée par les révélations qui ont mis en lumière la corruption du candidat LR, une partie de l'électorat qui s'était retrouvée dans les discours et les propositions les plus réactionnaires de Fillon s'est reportée sur Le Pen.

Ce n'est pas la première fois qu'une partie de cet électorat oscille entre le Front national et la droite gouvernementale. Rappelons qu'en 2007 Sarkozy avait siphonné les voix du FN, voix qu'il avait reperdues en 2012.

Quant aux notables et aux politiciens de droite, ils sont nombreux à chercher à capter cet électorat d'extrême droite, même quand ils se proclament partisans du « front républicain » contre le FN. Ainsi Estrosi, l'ancien maire LR de Nice qui s'est fait élire en décembre 2015 à la tête de la région Provence-Alpes-Côte d'Azur face à Marion Maréchal-Le Pen grâce au retrait honteux de la liste socialiste, s'était distingué quelques mois plus tôt par ses déclarations sur la « cinquième colonne islamiste ». On peut citer aussi ces présidents de région de droite, Hervé Morin en Normandie, Xavier Bertrand dans les Hauts-de-France, Valérie Pécresse en Île-de-France, Laurent Wauquiez en Auvergne-Rhône-Alpes, qui ont tous appelé à voter Macron pour faire barrage au FN, mais qui n'hésitent pas à tenir des propos ou à prendre des mesures pour flatter l'électorat d'extrême droite, comme par exemple cette clause Molière qui fait obligation aux ouvriers d'un chantier travaillant pour les collectivités territoriales de parler le français.

Cela montre à quel point il est illusoire d'attendre de ce prétendu front républicain

qu'il soit un rempart contre le FN et surtout contre ses idées.

L'EXTRÊME DROITE, DE L'OAS À LA « DÉDIABOLISATION »

Si l'extrême droite a été tenue à l'écart du pouvoir en France jusqu'à aujourd'hui, cela tient à ses engagements à deux périodes importantes de l'histoire de ce pays. Pendant la Deuxième Guerre mondiale, Pétain et de Gaulle ont représenté deux choix possibles pour la bourgeoisie, le premier choisissant l'alliance avec l'Allemagne, le second avec les Alliés. La majorité de l'extrême droite apporta alors son soutien à Pétain. Les divisions héritées de cette période s'accrochèrent encore dans les années 1960, quand les partisans de l'Algérie française s'opposèrent à de Gaulle et à sa politique visant à mettre fin à la guerre d'Algérie en reconnaissant l'indépendance des Algériens. Cette opposition, violente au point que de Gaulle fut la cible de plusieurs attentats, provoqua une coupure durable au sein de la droite et de l'extrême droite françaises.

Cette extrême droite anti-gaulliste s'est retrouvée écar-



Tixier-Vignancour et Jean-Marie Le Pen (debout), pendant la campagne présidentielle de 1965.

tée des ministères et des responsabilités politiques, mais elle n'avait pas disparu pour autant. En 1965, l'avocat Jean-Louis Tixier-Vignancour, ancien pétainiste et proche de l'OAS, réunit un peu plus de 5% des voix sur son nom à l'occasion de la première élection présidentielle au suffrage direct. Mais ce succès électoral resta sans lendemain. Fondé en 1972, le Front national était une organisation parmi d'autres de la galaxie de l'extrême droite. Quand son dirigeant Jean-Marie Le Pen, ancien directeur de campagne de Tixier-Vignancour, se présenta à son tour à l'élection présidentielle en 1974, il ne parvint à obtenir que 0,75% des voix. C'est l'arrivée de la gauche au pouvoir, dans une situation marquée par l'aggravation de la crise, qui ouvrit des possibilités nouvelles au FN.

En 1984, aux élections européennes, le mouvement lepéniste dépassa pour la première fois la barre des 10% à un scrutin national, avec plus de 2,2 millions d'électeurs. Il

dénonçait le « *gouvernement socialo-communiste* », ce qui lui attira une frange de l'électorat de droite, qui vint s'ajouter au noyau traditionnel de l'extrême droite qui existe de longue date en France. À sa propagande anticomuniste qui était l'essentiel de son fonds de commerce dans les années 1970, le FN ajouta la démagogie xénophobe. Avec la montée du chômage, les slogans contre l'immigration commencèrent à rencontrer un écho. Les thèmes de campagne du FN étaient le « *fruit de l'acoustique oratoire* », pour reprendre une expression utilisée par Trotsky à propos du programme des nazis.

Entre 1997 et 2002, à la tête d'un gouvernement auquel participèrent des ministres communistes, le socialiste Jospin déçut de nouveau les travailleurs, au point de se retrouver devancé par Jean-Marie Le Pen au premier tour de l'élection présidentielle de 2002. Ainsi, chaque passage au pouvoir de la gauche, avec son lot de trahisons à l'égard des travailleurs, fut suivi par un renforcement

du FN. Le quinquennat de Hollande ne fit pas exception de ce point de vue.

Mais, malgré ses progrès électoraux, le FN n'est pas parvenu à nouer les alliances susceptibles de lui ouvrir les portes du pouvoir. En prenant la succession de son père en 2011 à la tête du FN, Marine Le Pen entreprit de « *dédiaboliser* » son mouvement. Cette politique visait à gagner une partie de l'électorat de droite rebutée par la personnalité de son père. Au-delà de ces électeurs, Marine Le Pen cherchait à acquérir une respectabilité aux yeux des milieux dirigeants de la bourgeoisie.

Marine Le Pen a gommé de son discours les propos les plus outranciers dont son père était coutumier. Mais elle n'a jamais cessé de développer une démagogie xénophobe visant en particulier les musulmans et pratiquant l'amalgame assimilant les migrants à des terroristes. Cette démagogie-là, toute une partie de la droite elle-même n'hésitait pas à la reprendre à son compte.

Jusqu'à récemment, cette politique n'avait pas rencontré un grand succès puisque l'avocat Gilbert Collard et l'ancien dirigeant de Reporters sans frontières Robert Ménard ont été les seules personnalités à accepter de frayer avec le FN. Et on ne peut pas dire que Ménard, élu maire de Béziers, ait grandement contribué avec ses nombreuses provocations à rendre le FN plus présentable.

Au lendemain du premier tour de l'élection présidentielle, ils ont été rejoints par le dirigeant de Debout la France, Nicolas Dupont-Aignan. Marine Le Pen espère bien que d'autres suivront. C'est bien pourquoi elle a déclaré vouloir aller plus loin dans la transformation de son parti. Au-delà du changement de nom envisagé, elle vise à lécher encore davantage l'image de son parti, à le rendre plus apte à nouer des alliances avec des transfuges de la droite.

Cette orientation ne fait pas l'unanimité au sein du FN, comme en témoigne la réac-

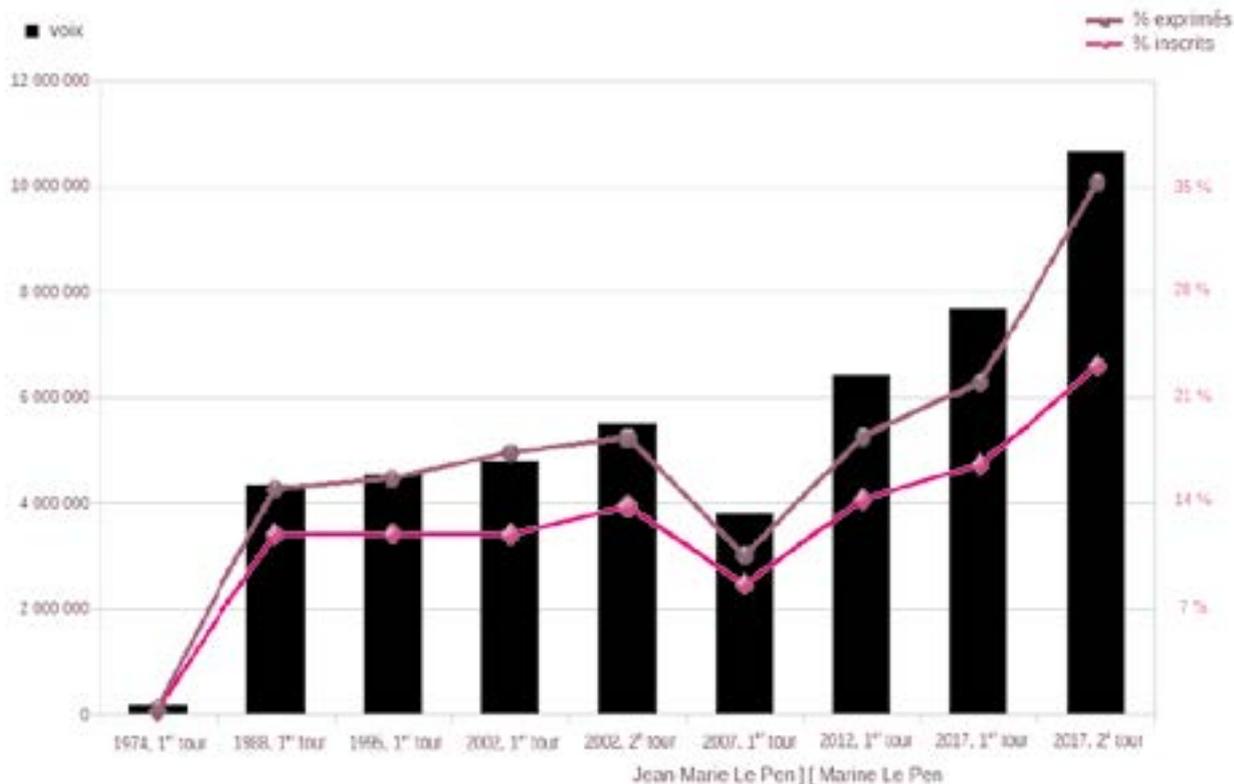
tion du vieux Le Pen. Même après son exclusion, celui-ci conserve une influence dans le mouvement qu'il a fondé. L'appareil du FN reste constitué d'hommes qui l'ont rejoint à l'époque du père. Il est significatif qu'en quittant la présidence du FN, après le premier tour de la présidentielle, Marine Le Pen n'ait trouvé à confier l'intérim qu'à un homme, Jean-François Jalkh, qui s'était distingué par ses propos négationnistes.

L'avenir dira si Marine Le Pen parviendra à transformer le FN en un grand parti de droite susceptible de prendre la place de LR en pleine crise. Cette mue du FN ne représenterait qu'une des péripéties qui surviennent régulièrement dans la vie politique du système politique de la bourgeoisie, si cela ne se produisait pas dans un contexte de crise économique et sociale qui menace de s'aggraver encore dans l'avenir.

Et ce qui est encore plus lourd de menaces pour l'avenir est l'influence conquise par

le FN parmi les travailleurs et les classes populaires. Ces dernières années, Marine Le Pen a fait figurer dans son programme des revendications destinées à s'attirer des voix dans les classes populaires, comme le retour à la retraite à 60 ans ou une prime pour les plus bas revenus. Sur la question du financement de ces mesures, elle se garde bien d'être trop précise car elle n'a aucunement l'intention de prendre sur les profits des grandes entreprises et des banques. Ce qui implique qu'il s'agit de promesses creuses, qui n'engagent que ceux qui y croient. Le Pen a aussi promis d'abroger la loi El Khomri, promesse qui a l'avantage, à la différence des précédentes, de ne rien coûter.

C'est en fait à peu de frais que Marine Le Pen est parvenue à apparaître, aux yeux d'une partie des travailleurs, comme quelqu'un qui « parle pour eux ». Paradoxalement, c'est précisément le fait d'avoir été écartée du pouvoir gouver-



résultats du FN à l'élection présidentielle

nemental qui est le principal capital du FN aux yeux des masses pauvres, car certains se disent : « On ne l'a pas essayée. » Le Pen représente ainsi le dernier avatar de l'électoratisme, dans une période où le personnel politique traditionnel de la bourgeoisie n'est plus capable de faire illusion, ni de faire naître des illusions dans la population.

Mais cette évolution est aussi l'expression d'un phénomène plus profond et plus grave. Le fait que des travailleurs puissent penser que Le Pen les représente traduit le recul de la conscience de classe et des repères politiques qui permettent aux travailleurs de reconnaître leurs ennemis.

LES RESPONSABILITÉS DES PARTIS RÉFORMISTES

Dans le passé, le mouvement ouvrier a toujours dû se battre contre des idées qui divisent les travailleurs, et étaient parfois consciemment encouragées par la bourgeoisie. Les militants ouvriers ont toujours eu à combattre l'individualisme et les valeurs de la bourgeoisie parmi leurs camarades de travail. Ils ont eu à combattre l'emprise de la religion et de l'Église qui prêchait la soumission aux patrons. Les socialistes du 19^e siècle ont eu à combattre des organisations qui s'appuyaient sur des préjugés racistes, en particulier sur l'antisémitisme, que le dirigeant social-démocrate allemand Auguste Bebel avait qualifié de « *socialisme des imbéciles* ».

Mais il n'y a plus aujourd'hui de parti menant ces combats dans les entreprises, dans les quartiers populaires, au nom des valeurs et des idées du mouvement ouvrier révolutionnaire, au nom des idées de lutte de classe, au nom de l'internationalisme. La trahison du Parti socialiste remonte à 1914

quand, passant du côté de la bourgeoisie, tournant le dos à tout son programme, il a rallié « l'union sacrée » pour appeler les travailleurs à mourir sur les champs de bataille dans une guerre qui était celle de la bourgeoisie.

Ce parti est aujourd'hui menacé de disparaître, après la déroute de son candidat à la présidentielle et le ralliement d'une partie de ses notables au mouvement de Macron. Mais il n'avait plus rien à voir avec le parti de ses origines : politiquement, il a cessé de représenter la classe ouvrière depuis des décennies et ses liens avec elle sont devenus de plus en plus ténus.

La trahison du PS en 1914 n'avait pas rompu dans le mouvement ouvrier la continuité politique avec les révolutions du 19^e siècle et avec les idées qui en avaient recueilli les leçons politiques. Sur le plan humain et politique, le Parti communiste avait incarné cette continuité. Pendant longtemps, ses militants avaient maintenu une tradition militante et l'idée que la classe ouvrière représentait une force, avec des intérêts opposés à ceux du patronat. Mais, tout en continuant de se revendiquer du communisme, les dirigeants du PC vidèrent ce mot de tout contenu de classe et remplacèrent les idées révolutionnaires par une bouillie réformiste. Au drapeau rouge et à l'internationalisme, ils substituèrent le drapeau tricolore de la bourgeoisie et le nationalisme, remplaçant l'*Internationale* par la *Marseillaise*. Alors que le PC utilisait de moins en moins le vieux cri de guerre du mouvement ouvrier « *Prolétaires de tous les pays, unissez-vous* », il mettait de plus en plus en avant le mot d'ordre « *Produire français* ». Ils préparèrent ainsi le terrain politique au Front national, qui n'avait plus qu'à ajouter : « *Produire français avec des Français* ».

Quant à la présence militante, elle n'a fait que s'affaiblir toujours plus après chaque passage de la gauche au pouvoir. Le PC a payé au prix fort sa participation à des gouvernements, entre 1981 et 1984 sous Mitterrand et entre 1997 et 2002 avec Jospin comme Premier ministre, par la démoralisation et le départ de nombreux militants. Et si, depuis, il n'a plus occupé de strapontins ministériels, il continue d'apparaître comme un satellite du PS car, pour conserver ses élus, ses postes de députés et de maires, il dépend d'un accord avec les socialistes.

LES CONSÉQUENCES DU RENFORCEMENT DU FN

Si Marine Le Pen avait été élue, elle se serait soumise sur toutes les questions importantes aux volontés de la bourgeoisie et aurait mené une politique conforme à ses intérêts, comme tous les autres partis qui aspirent à gouverner dans le cadre du capitalisme. Cela lui aurait demandé de revenir sur les quelques promesses et sur les nombreuses déclarations démagogiques faites aux travailleurs. Mais une politicienne comme Le Pen a montré, avant même d'arriver aux affaires, qu'elle était tout à fait capable des contorsions verbales imposées par de tels reniements.

Après avoir fait campagne en faisant de la sortie de l'euro un des points principaux de son programme, elle a expliqué entre les deux tours de l'élection présidentielle que l'euro serait en fait maintenu pour les entreprises. Quant au rétablissement de la retraite à 60 ans, Marine Le Pen a déclaré qu'il n'interviendrait qu'après plusieurs années, et non plus dans les deux premiers mois après son élection comme elle s'y était engagée.

Toute l'histoire récente

montre que, quand l'extrême droite arrive au pouvoir, elle instaure des régimes autoritaires qui se lancent dans une surenchère nationaliste et raciste. Incapables de tenir les promesses faites sur le terrain social, contraints de s'attaquer aux travailleurs comme tous les gouvernements au service de la bourgeoisie, la seule satisfaction que ce type de mouvements est capable de donner à ses partisans est de voir de plus pauvres qu'eux écrasés et persécutés.

Pour toutes ces raisons, il est légitime que bien des travailleurs aient été soulagés que Marine Le Pen n'ait pas été élue. Mais, pour autant, l'élection de Macron ne constitue pas un barrage face à la menace que représente le FN. Les 10,6 millions d'électeurs de Marine Le Pen n'ont pas disparu au lendemain de l'élection. Nombre d'entre eux continuent de vivre dans les quartiers populaires et de travailler dans les entreprises. Les plus racistes s'en trouvent encouragés à s'exprimer plus ouvertement, et cela ne manquera pas de favoriser en réaction la montée des communautarismes de toute sorte. Toutes ces divisions au sein du monde du travail constituent des obstacles à la solidarité ouvrière face au patronat et aux luttes collectives.

Les succès du FN ne peuvent que renforcer aussi les éléments les plus anticomunistes de l'extrême droite qui, dans un avenir peut-être proche, pourraient décider de s'en prendre aux étrangers dans un premier temps, puis aux militants ouvriers.

Les changements qui interviendront dans la situation politique sont conditionnés par l'évolution de la crise économique et par son aggravation. De nouvelles catégories parmi les travailleurs, mais aussi



parmi les petits commerçants, les paysans, plus généralement parmi la petite bourgeoisie, pourraient être touchés et se retrouver plongés dans la misère et le désespoir. Parmi ces femmes et ces hommes exaspérés d'avoir tout perdu, des organisations d'extrême droite pourraient recruter des troupes capables de faire le coup de poing et d'exprimer une colère sociale hors des cadres parlementaires et légaux. Nous n'en sommes pas là aujourd'hui, mais c'est bien ce danger qui menace les travailleurs.

S'OPPOSER À L'INFLUENCE DU FN

Tous ceux qui ont à cœur de défendre les intérêts du monde du travail doivent combattre l'influence des idées du Front national, mais cela ne se fera sûrement pas en soutenant Macron. Loin de faire barrage au FN, les prétendus fronts républicains ne font que favoriser son influence en lui permettant d'apparaître comme le principal opposant au président nouvellement élu. Com-

battre le FN et ses idées ne peut se faire qu'en leur opposant les idées et les valeurs du mouvement ouvrier. À la perspective du repli derrière les frontières et de la guerre entre pauvres, les militants ouvriers doivent opposer la perspective de la lutte contre le patronat pour la libération sociale de tous les travailleurs.

Pour les travailleurs, la seule alternative à la crise du capitalisme consiste à être capables d'enlever à la bourgeoisie son pouvoir sur l'économie. Cela ne sera possible qu'à la condition que la classe ouvrière soit capable d'entraîner derrière elle toutes les catégories sociales frappées par la crise.

Pour cela, elle a besoin d'un parti révolutionnaire, capable de lui servir de boussole pour qu'elle reconnaisse ses ennemis, même quand ils prennent le visage d'une démagogue. Un tel parti devra être capable de lui proposer une politique qui permette aux travailleurs d'acquérir l'organisation et la conscience nécessaires pour prendre la direction de la société.

10 mai 2017



Mélenchon, insoumis aux intérêts des travailleurs

Au soir du premier tour de l'élection présidentielle, le 23 avril, Jean-Luc Mélenchon a eu du mal à cacher sa déception de terminer quatrième dans la course à l'Élysée, manquant de 620 000 voix la qualification pour le second tour. Comme nombre des électeurs de la France insoumise, il a cru que la dynamique de sa campagne serait suffisante pour y parvenir. Incarnant le vote utile à gauche, il a siphonné les voix du socialiste Benoît Hamon. En rassemblant 7 millions de voix, Mélenchon en a gagné 3 millions par rapport à 2012. Cela lui permet de se poser, après le séisme politique qui a écarté de la présidence les candidats des deux partis traditionnels de l'alternance, comme le leader de la gauche.

Pour autant, cette progression ne reflète pas une poussée à gauche au sein de l'électorat populaire. Mélenchon est arrivé largement en tête dans les banlieues ouvrières des grandes villes (34% en Seine-Saint-Denis), en particulier celles dirigées par le PCF qui s'était rallié dans la douleur à sa candidature (47% à Gennevilliers ou 35,7% à Vénissieux), dans des villes traditionnellement à gauche (29,9% à Lille ou 29,1% à Toulouse) ou encore dans quelques départements jusque-là acquis au PS (26,7% en Ariège, 23% en Dordogne). En se posant en champion de l'écologie, il a réussi à capter une partie des voix écologistes (28,9% à Grenoble où le maire est EELV). Mélenchon aurait réussi à attirer un quart des jeunes électeurs de 18 à 25 ans, autant que Marine Le Pen.

Partout, Mélenchon bénéficie avant tout de l'effondrement du Parti socialiste. Après les cinq années de politique antiouvrière du PS, qui ont écœuré les électeurs socialistes les plus fidèles, Mélenchon récupère une partie des voix qui s'étaient

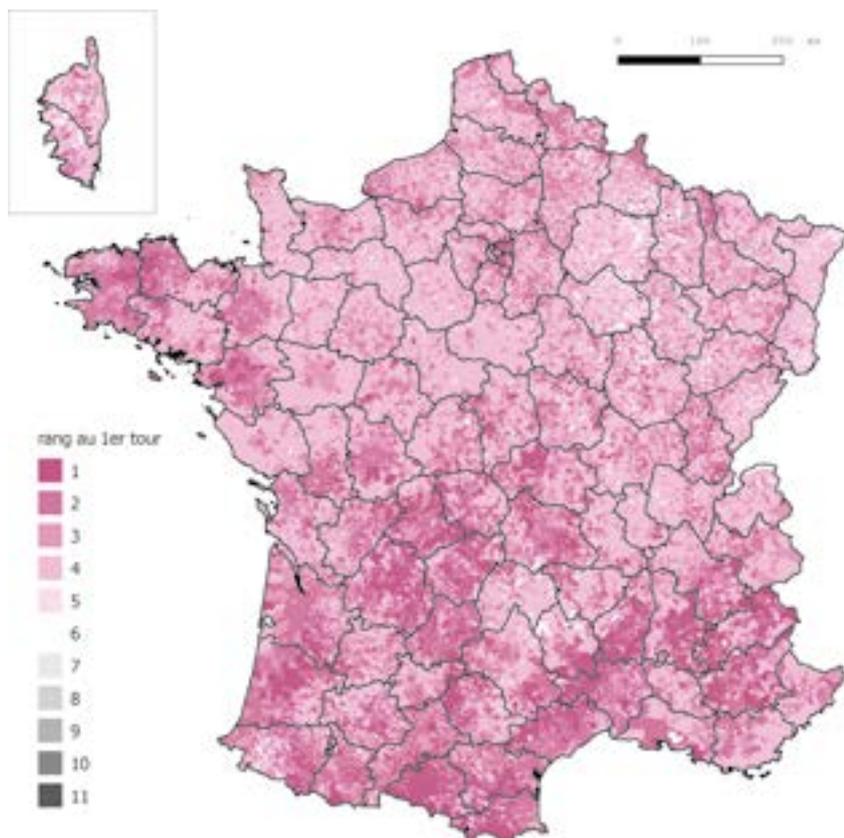
portées sur Hollande en 2012. Ces électeurs-là ont bien sûr voulu affirmer leur aspiration à une société plus égalitaire, à des mesures favorables aux classes populaires, en même temps que leur rejet des politiciens qui se relaient au pouvoir pour servir la finance, qu'ils prétendent combattre au cours des élections.

Mais Mélenchon ne récupère pas toutes les voix de Hollande, loin de là. Les autres se sont portées sur Macron mais aussi sur Le Pen, en particulier dans les régions et les villes ouvrières les plus sinistrées par le chômage et la pauvreté persistante. Dans certaines villes, Mélenchon a sans doute limité ce transfert, comme à Marseille où il est arrivé en tête avec 24,82%, quand Le Pen a peu augmenté son score, passant de 21,2% en 2012 à 23,7% en 2017. Mais le glissement bien réel d'une partie des voix ouvrières vers la démagogue xénophobe, lourd de dangers pour l'avenir, suffit à prouver que le score de Mélenchon ne résulte pas d'une poussée à gauche dans la société.

UN PROGRAMME RÉFORMISTE

S'il a adopté, comme tous les candidats, une posture antisystème et trouvé les mots pour l'incarner, Mélenchon s'est employé à apparaître tout au long de sa campagne comme un dirigeant politique responsable des « intérêts de la France ». Si Mélenchon s'est dit prêt à renverser beaucoup de choses, la Constitution, la V^e République ou les traités européens, il n'a jamais envisagé, et pour cause, d'imposer la moindre mesure coercitive aux grands groupes industriels de ce pays. Prétendre redonner le pouvoir au peuple sans l'enlever des mains des grands bourgeois qui le possèdent relève de l'enfumage.

Comme son mentor Mitterrand l'avait fait avant lui, Mélenchon a fait toute sa campagne en répétant en substance: « Votez pour moi et votre vie va changer »! Si l'on en croit ses clips ou ses dépliants de campagne, le magicien Mélenchon arrive à l'Élysée, et hop! « 3 millions d'emplois seront



Les résultats de Jean-Luc Mélenchon commune par commune.

créés par la relance de l'activité et la transition écologique», «je pourrai partir à la retraite à 60 ans avec 40 années de cotisation». À aucun moment il n'a expliqué comment il allait imposer ces mesures aux grands patrons et aux banquiers qui possèdent les capitaux, dirigent toute l'économie et disposent de relais puissants dans tous les rouages de l'appareil d'État pour faire valoir leurs intérêts; comment il allait abattre ce fameux «mur de l'argent» que tous les candidats de la gauche réformiste, de Léon Blum à François Mitterrand en France ou Alexis Tsipras en Grèce, ont fait mine de découvrir en arrivant au pouvoir pour justifier leurs renoncements. Pour affirmer aux capitalistes qu'ils n'avaient rien à craindre, Mélenchon a promis de ramener l'impôt sur les bénéfices des sociétés de 33% à 25%. Comme les autres candidats, il a justifié cette mesure au nom des petites entreprises étranglées par l'impôt, tandis que les plus grandes disposent de multiples

moyens comptables pour en être exonérées.

Si le programme de Mélenchon, intitulé *L'avenir en commun*, était certes plus séduisant que les sacrifices et l'austérité promis par Fillon ou Macron, il ne valait pas plus que les promesses de Hollande en 2012 d'instaurer un impôt à 75% sur les hauts revenus ou de combattre son ennemie la finance. Sur le fond, il était bien plus modéré que le *Programme commun* de gouvernement signé entre le PCF et le PS en 1972 et que Mitterrand recycla pour se faire élire en 1981.

UN NATIONALISME EXACERBÉ ET UNE POSTURE ANTIEUROPEENNE

En choisissant «*la France insoumise*» comme slogan de campagne, Mélenchon a d'emblée choisi de se placer sur le terrain du nationalisme et du souverainisme, suggérant ainsi que tous les Français, de Patrick Drahi patron de SFR à l'intérimaire

sous-payé qui installe la fibre dans les immeubles, auraient les mêmes intérêts. Pire, au fur et à mesure qu'il progressait dans les sondages, Mélenchon est allé jusqu'à interdire la présence des drapeaux rouges et la reprise de l'*Internationale* dans ses meetings. Cela lui a même valu les hommages, intéressés mais significatifs, du vieux Le Pen, à la pêche aux voix pour sa fille dans l'entre-deux-tours.

Ce délire cocardier n'est ni nouveau ni anodin. C'est le PCF qui commença, dès 1936 et surtout dans la période 1944-1947, à remplacer le drapeau rouge du mouvement ouvrier par le drapeau bleu-blanc-rouge de la patrie, celui des batailles de Verdun et des conquêtes coloniales. Ce changement symbolisait sa participation ou son soutien à des gouvernements mis en place pour sauvegarder l'ordre bourgeois, en désamorçant la combativité des travailleurs dans des périodes de crises politiques. En remplaçant méthodiquement depuis plusieurs décennies la devise «*prolétaires de tous les pays, unissons-nous*» par l'amour de la patrie, et «*l'émancipation des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes*» par le «voter utile», les dirigeants des partis socialiste et communiste ont pavé l'accès des idées du Front national à la conscience – ou plutôt l'inconscience – des classes populaires.

Comme d'autres, dont le Front national, Mélenchon n'a cessé de rendre l'Union européenne (UE) et la Banque centrale européenne (BCE) responsables de tous les maux dont souffrent les travailleurs, à commencer par les suppressions d'emplois et l'austérité. La sortie de l'UE qu'il laisse entrevoir est largement une posture. Son plan A pour «*négoçier une refondation démocratique, sociale et écologique*» est suffisamment flou pour lui permettre tous les retournements. En tapant

sur l'Union, il participe à la diversion qui vise à exonérer les véritables responsables du chômage et de la misère. Il obscurcit la conscience des exploités en leur désignant des boucs émissaires. Si Sarkozy ou Hollande ont imposé l'austérité budgétaire, ce n'est pas sous la contrainte de Bruxelles ou de Berlin. C'est une exigence des capitalistes et des banquiers, en premier lieu français, qui préfèrent spéculer dans la finance plutôt qu'investir. Tous les États européens, y compris l'Allemagne, se sont assis sur le Pacte de stabilité qui encadre le déficit des États en 2008 et 2009, quand il fallait sauver les banques. La dérégulation du Code du travail, la loi El Khomri, ce n'est pas une exigence de Jean-Claude Junker ou d'Angela Merkel, mais du patronat français. Si tant est qu'un futur président Mélenchon obtienne la transformation de l'euro de monnaie « unique » en monnaie « commune », comme

le réclame aussi Le Pen, et restaure la souveraineté de la Banque de France face à la BCE, ce sont toujours la Société générale, BNP-Paribas ou la holding financière de la famille de Wendel qui dicteront la politique monétaire du pays, comme les « 200 familles » actionnaires de la Banque de France l'ont fait au cours des 19^e et 20^e siècles. Quant aux travailleurs ou aux retraités, ils n'auront que leurs yeux pour pleurer devant la flambée des prix et l'effondrement de leurs salaires ou de leurs pensions.

En promettant de supprimer la directive européenne sur les travailleurs détachés, sans contester par ailleurs le droit des patrons à fixer le montant des salaires et les conditions de travail, à embaucher des intérimaires ou des sous-traitants, Mélenchon distille le poison de la division dans la tête des travailleurs. Quelles que soient les contorsions pour la nuancer par la suite, sa déclaration à

l'été 2016, selon laquelle « *les travailleurs détachés volent le pain des travailleurs d'ici* », fait directement le jeu du Front national.

Ce n'est pas un hasard non plus si Mélenchon a tenu à se montrer ferme vis-à-vis des migrants sans papiers au cours de la campagne. Il a certes donné des gages à tous ceux de ses électeurs qui sont, bienheureusement, choqués par le sort réservé aux migrants refoulés aux frontières de l'Europe ou exploités sur les chantiers, en promettant de « *donner des papiers à ceux qui ont un contrat de travail* » (émission « On n'est pas couché », sur France 2, le 11 mars). Mais c'est pour ajouter aussitôt « *Il n'y a pas de moyen d'occuper tout le monde* » et s'engager à renvoyer les sans-papiers qui n'ont pas de travail car « *c'est la loi* » et « *je ne sais pas quoi en faire* » ! Le moins que l'on puisse dire, c'est qu'on ne combattrà pas



Le 18 mars 2017 à Paris : Mélenchon devant une forêt de drapeaux tricolores. Le drapeau rouge, celui de la Commune de 1871, a été banni !

l'influence des idées du Front national dans la classe ouvrière avec de tels propos !

UNE POSTURE D'ENTRE-DEUX-TOURS PLEINE DE CALCULS

Écarté du second tour, Mélenchon a refusé d'annoncer publiquement sa position, laissant à ses électeurs le choix de s'abstenir, de voter blanc ou de voter Macron. Avec cette position, Mélenchon s'est attiré les foudres d'une large part de la classe politique et des médias. C'est assez cocasse pour celui qui, en 2002, avait apporté sa contribution à la meute de tous ceux qui fustigeaient notre camarade Arlette Laguiller parce qu'elle refusait de voter Chirac, qui n'avait absolument pas besoin des voix de la gauche pour l'emporter face à Jean-Marie Le Pen. Mélenchon était alors ministre dans le gouvernement de la gauche plurielle. Lionel Jospin et Robert Hue, les candidats du PS et du PCF, venaient de perdre 4 millions de voix à eux deux. La campagne pour dramatiser l'accès de Le Pen au second tout était alors destinée à faire oublier que la déroute de Jospin résultait de la soumission de son gouvernement aux exigences patronales, avec des privatisations et des plans de licenciements massifs durant son mandat. Mélenchon y apporta sa pierre.

Si Mélenchon n'a pas la même position en 2017, ce n'est pas qu'il vise à élever le niveau de conscience de ses électeurs, à leur donner des armes pour combattre les idées et l'influence du Front national, et une boussole pour s'y retrouver dans le magma politique actuel. Bien au contraire, ce sont encore, comme en 2012 mais dans un contexte bien différent, des calculs politiques. Avec ce choix, Mélenchon n'a voulu se couper ni de ses électeurs qui ont refusé d'apporter

leur voix à Macron, le parrain de la loi travail, ni de ceux qui se résignaient à voter pour lui en croyant ainsi faire barrage à Le Pen. Mélenchon vise ainsi l'avenir. Il vise en premier lieu les élections législatives, où il espère transformer les voix qui se sont portées sur son nom en dizaines de députés de la France insoumise. Lors de son intervention très attendue sur sa chaîne Youtube au lendemain du premier tour, il a compté 451 circonscriptions dans lesquelles il dépasse les 12,5% des inscrits, permettant de se maintenir au second tour. S'il n'a pas la naïveté d'espérer obtenir une majorité parlementaire, il veut apparaître comme le chef de file, à gauche, de l'opposition à Macron. Il fait un calcul symétrique à celui de la droite, comme Baroin pour Les Républicains, qui se prépare à devenir Premier ministre dans un gouvernement de cohabitation dans l'hypothèse où Macron n'obtiendrait pas de majorité parlementaire. D'ailleurs Mélenchon, interviewé le 30 avril sur TF1, a explicitement postulé pour être Premier ministre dans un gouvernement de cohabitation. Devenir Premier ministre du président-banquier Macron, garant des institutions de la Ve République, chef des armées et maître de la politique étrangère, ne semble pas poser de problème à l'insoumis Mélenchon ! Une telle configuration est hautement improbable, car le système électoral et les rapports de force favorisent largement le président élu et les notables de la droite restent bien implantés dans le pays.

Cette hypothèque politique, qui ne concerne en rien les travailleurs et leurs intérêts, sera levée le 18 juin. Mais Mélenchon et ceux qui animent la France insoumise visent au-delà de cette échéance. L'effondrement du système de l'alternance droite-gauche révélé par l'élection présidentielle laisse

le champ libre à de multiples manœuvres.

GRANDES MANŒUVRES ET CHOIX CRUELS POUR LES DIRIGEANTS DU PCF

Pour espérer obtenir des députés, Mélenchon, ses amis et ses alliés de cœur ou de raison, devaient d'abord s'entendre sur la désignation des candidats.

En 2012, si le Front de gauche, rassemblement du PCF, du Parti de gauche et des divers groupes qui soutenaient Mélenchon, avait obtenu dix députés, c'était pour la plupart ceux du PCF, bien implantés dans leur circonscription. Le PCF était alors la principale force militante de la campagne de Mélenchon, que celui-ci avait pris soin de ménager.

En 2017, Mélenchon n'a cessé de mettre le PCF au pied du mur, déclarant sa candidature sans le consulter, acceptant le soutien de ses militants et le parrainage de ses élus, sans jamais rien lui concéder en échange. Les dirigeants du PCF, eux, n'ont cessé de tergiverser, hésitant entre la présentation de leur propre candidat et le ralliement à Mélenchon. Après que les membres du PCF, consultés en novembre 2016, se sont prononcés, à moins de 53%, dans le sens de leur ralliement, les dirigeants n'ont cessé de prôner « l'unité à gauche », tentant sans espoir de marier Hamon et Mélenchon. Dès le début, certains cadres du PCF, comme Marie-George Buffet, ont soutenu Mélenchon, quand d'autres rechignaient, comme le député du Puy-de-Dôme André Chassaingne.

Pour les législatives, les dirigeants du PCF étaient confrontés aux mêmes choix cruels, mais avec un enjeu encore plus important : la survie de leur parti, de son indépendance et même de son existence, tant son financement et son fonctionne-

ment dépendent de ses élus, et d'abord de ses parlementaires. Depuis le début, le PCF refuse de s'enfermer dans un accord exclusif avec la France insoumise et de s'interdire des accords, locaux ou même nationaux, avec le PS comme il le fait régulièrement. C'est la raison pour laquelle il a désigné depuis de longs mois ses candidats aux élections législatives sans attendre ni le résultat de la présidentielle ni celui des tractations avec la France insoumise. Dans de nombreuses circonscriptions, et pas seulement celles des députés sortants, les militants du PCF ont démarré leur campagne dès la présidentielle, utilisant la notoriété de Mélenchon, sa photo et ses slogans, au grand dam des candidats putatifs de la France insoumise.

Mélenchon de son côté vise clairement à la disparition du PCF en tant que parti indépendant et au ralliement individuel de ses militants à la France insoumise. Misant sur la dynamique de sa campagne, ses près de 20% au premier tour de la présidentielle, avec de gros scores dans certaines circonscriptions, il entend imposer à tous les candidats investis par la France insoumise de signer une charte dans laquelle ils s'engagent à dépendre de son association de financement et à accepter une discipline de vote dans le futur groupe parlemen-

taire. Certains dirigeants du PCF, dont la députée sortante Marie-Georges Buffet investie par la France insoumise, sont visiblement prêts à l'accepter. Mais pour la plupart des autres, accepter un tel accord équivalait à un suicide organisationnel à plus ou moins brève échéance. Ils ont d'abord tenté d'obtenir un label commun sous lequel les candidats de chaque organisation pourraient garder leur indépendance. Devant la fin de non-recevoir de la France insoumise, ils ont tenté de négocier un accord réduit à quelques circonscriptions. À quelques jours de l'ouverture du dépôt des candidatures, les négociations ayant échoué, le PCF et la France insoumise partaient pour présenter des candidats concurrents dans la plupart des circonscriptions. Les uns et les autres se renvoient la responsabilité de la division qui risque de priver le PCF de ses derniers députés et la France insoumise du groupe parlementaire espéré.

Mais ni les travailleurs, ni même les militants sincèrement préoccupés de l'avenir de la classe ouvrière, n'avaient quelque chose à attendre de la réussite d'une telle alliance électorale. Ils n'ont rien à regretter. Qu'importe aux classes populaires que la France insoumise ait 20, 50 ou même 100 députés? Qu'importe que le PCF conserve ou non ses députés s'ils

ne servent, comme c'est le cas aujourd'hui, qu'à répéter aux travailleurs qu'ils proposent de bonnes lois, qu'ils publient de bons rapports que personne ne lit, qu'ils sont au fond de bons avocats pour les salariés dont l'usine est menacée de fermeture, ou qu'ils utilisent leur réserve parlementaire pour aider des associations méritantes? Minoritaires, les députés n'ont aucun pouvoir. Majoritaires, ils se soumettent aux décisions du gouvernement ou ils sont piétinés par l'usage du 49-3 ou le recours aux ordonnances.

L'avenir des travailleurs ne se joue pas au Parlement qu'à l'Élysée ou à Matignon. Il se joue dans leur capacité à retrouver confiance dans leur propre force collective, eux qui produisent tout et font marcher toute la société, leur capacité à retrouver la conscience qu'ils ont des intérêts communs, par-delà les entreprises, par-delà les secteurs dans lesquels ils travaillent, par-delà leurs origines, leur religion et par-delà les frontières, leur capacité à renouer avec les idées de la lutte de classe. Ce qui importe pour l'avenir, c'est que des hommes et des femmes retrouvent cette conscience et ces perspectives, qu'ils s'attellent à les diffuser contre vents et marées auprès de leurs collègues de travail, dans leur quartier, auprès de leurs proches.

11 mai 2017



La police, une arme de classe contre les travailleurs

Depuis deux ans, la police a été souvent au centre de l'actualité, à des occasions aussi diverses qu'en apparence contradictoires : proclamée « défenseure héroïque de la population » après les attentats de 2015, elle a depuis de nouveau suscité l'indignation légitime d'une partie de l'opinion, notamment au cours des manifestations contre la loi travail et l'agression sauvage dont a été victime le jeune Théo à Aulnay-sous-Bois, le 2 février dernier.

Les communistes que nous sommes n'ont pas plus encensé la police au lendemain des attentats qu'ils ne sont surpris des violences policières, du racisme dont celle-ci fait preuve, de sa brutalité envers les pauvres. Tout simplement parce que la police, dans une société inégalitaire et déchirée par les rapports de classes, ne peut sortir de ce double rôle : intervenir pour parfois protéger la population, et en même temps être le chien de garde de l'ordre social, dressé et entraîné à mordre les pauvres qui se révoltent ou ne respectent pas les lois de la classe dominante.

Le comportement de la police peut varier d'une période à une autre, parce qu'il est en large partie déterminé par la violence des rapports sociaux eux-mêmes. Mais il n'y a pas, et il ne pourra pas y avoir de « bonne police » tant que la société sera construite sur des bases inégalitaires.

LA POLICE CONTRE LES CLASSES POPULAIRES

Au lendemain des attentats de *Charlie Hebdo*, de l'Hyper Casher, puis du Bataclan, en 2015, une campagne très politique

a été menée pour ériger les forces de l'ordre en héros. Lors de l'immense manifestation du 11 janvier, qui avait pour but de symboliser l'unité nationale voulue par Hollande, on a vu des centaines de manifestants aller serrer la main des CRS, leur adresser encouragements et félicitations, voire brandir des pancartes « *Merci la police* ». Il y eut jusqu'à l'ex-contestataire, ex-anarchiste, ex-révolté, ex-chanteur de la lutte armée se demandant naguère « *Où c'est qu'j'ai mis mon flingue ?* » le chanteur Renaud, pour se vanter dans une chanson d'avoir « *embrassé un flic* ».

Ce sentiment que la police protège la population, dans un climat de peur entretenu par la multiplication des attentats, n'a rien d'étonnant. Et c'est un fait que l'intervention de policiers a permis d'éviter des attentats. Mais il n'est pas inutile de rappeler qu'en même temps, selon les chiffres des associations de défense des droits de l'homme, il y a eu au moins 126 personnes tuées par la police française ces quinze dernières années, ce qui n'est pas beaucoup moins que le bilan des attentats du 13 novembre 2015. Et les policiers responsables de ces bavures sortent le plus souvent

indemnes des procès, lorsque ceux-ci ont lieu.

La vague d'idolâtrie des policiers s'est un peu calmée lorsque, il y a un an, les semaines de manifestations contre la loi El Khomri ont montré la police sous son visage le plus habituel : une force de répression dont la fonction sociale est de frapper des manifestants et de procéder à des contrôles musclés. Les images de jeunes lycéennes traînées par les cheveux ou de ce lycéen prenant un coup de poing en plein visage par un policier deux fois plus grand et fort que lui ont choqué. Mais elles n'ont pas surpris ceux qui n'ont pas oublié à quoi sert la police. Tout comme elles n'ont certainement pas surpris les jeunes habitants des cités populaires, dans lesquelles ce type de comportement ne se déroule pas seulement à l'occasion de manifestations, mais tous les jours, au pied des immeubles.

L'ignominie du viol de Théo a mis cet événement à la une des médias. Mais combien de femmes sont malmenées et agressées verbalement, voire sexuellement, dans les commissariats, sans que cela donne lieu à tant d'émoi ? Et combien



JULIEN PITINOME

POLICE RÉPUBLICAINE OU GARDIENNE DE L'ORDRE BOURGEOIS?

Pourtant, à la suite de l'affaire Théo, lors d'un rassemblement de protestation organisé place de la République à Paris le 19 mars, on a vu se succéder à la tribune des responsables d'associations, de syndicats, voire des militants de gauche, répétant en boucle la revendication de « retour à une police républicaine ». Sans parler de ceux qui expliquaient les violences policières par le manque de formation des forces de l'ordre. Comme si un petit stage de formation (à quoi, d'ailleurs? au civisme? à la politesse?) pouvait remédier au caractère violent de la police et à son impunité!

Pendant une manifestation contre la loi travail, le 31 mars 2016 à Lille.

de jeunes sont tabassés dans les quartiers populaires sans qu'aucun média n'en parle? Le jeune homme qui, quelques jours après le viol de Théo, a raconté son tabassage par le même policier, n'aurait jamais été entendu si l'affaire Théo n'avait pas eu lieu.

Il n'est que de voir les témoignages qui ont fait suite à l'intervention policière au lycée Suger de Saint-Denis, le 7 mars dernier, pour s'en convaincre. Cinquante lycéens dont la plupart n'avaient strictement rien à voir avec les violences qui venaient de se dérouler dans le lycée ont été arrêtés, menottés, insultés, certains frappés, et gardés à vue jusqu'à 36 heures. Leur seul crime, en l'occurrence, était d'être des jeunes dans un lycée de banlieue populaire.

Les violences policières sont des violences de classe. Les jeunes bourgeois des quartiers riches, quand ils sortent de chez eux, ne craignent pas la police, ne risquent ni de se faire violemment contrôler, ni d'être frappés pour n'avoir pas assez vite sorti la carte d'identité,

ni de se faire asperger de gaz lacrymogène pour n'avoir pas baissé les yeux.

Les violences policières ne sont que le reflet de l'organisation générale de la société: cette société servile pour les puissants et impitoyable pour les pauvres forme une police qui l'est tout autant.

Mais la revendication de « police républicaine » mérite qu'on s'y arrête. Ne serait-ce que pour rappeler que la république dans laquelle nous vivons n'est pas une république en soi. Elle est, comme tout régime politique, caractérisée par des rapports de classes.



Le 19 mars 2017, rassemblement contre les violences policières après le viol de Théo par des policiers.



Le 17 octobre 1961, la police parisienne a tué plusieurs centaines de manifestants algériens.

La France vit sous un régime de république bourgeoise, un régime qui laisse une certaine dose de liberté d'expression à ses habitants, pour autant que ne sont pas remis en cause les principes sacrés de la bourgeoisie, au premier rang desquels la propriété privée. Dans cette société, les policiers sont peut-être des « gardiens de la paix » et des « forces de l'ordre » mais de la paix sociale et de l'ordre bourgeois.

Vu sous cet angle, faire mine de s'étonner de ce que la police réprime et agresse est, là encore, au moins naïf, et en réalité mensonger dans la bouche de politiciens de gauche. Et accuser la police de ne pas être républicaine n'a aucun sens. On pourrait accuser la police de n'être pas républicaine si elle participait à un coup d'État pour mettre en place une dictature militaire, par exemple, et c'est arrivé bien souvent dans l'histoire. Mais en dehors de ce cas, la police se comporte conformément aux règles de la république bourgeoise. Et au-delà,

elle ne se préoccupe pas du régime sous lequel elle officie ni de la couleur politique du gouvernement.

Il suffit d'imaginer – et le cas a peut-être existé – un policier français qui aurait eu une carrière de trente années, commencée en 1934. Sa première mission aurait été, le 6 février 1934, sous un gouvernement de droite, de combattre dans la rue contre les milices fascistes qui marchèrent ce jour-là sur l'Assemblée nationale. Quatre ans après, il aurait réprimé tout aussi brutalement la grève générale du 30 novembre 1938, qui se solda par la condamnation à la prison de plus de 500 grévistes. Moins d'un an plus tard, il aurait appliqué les décrets de dissolution et d'interdiction des organisations ouvrières avant de jouer, pendant le régime de Pétain, le rôle particulièrement ignominieux que l'on sait dans la chasse zélée aux Juifs. Le même policier, après avoir participé à la rafle du Vél'd'Hiv et à l'arrestation quotidienne de Juifs

et de communistes pour les envoyer vers les camps d'extermination, se serait ensuite vu amnistier de tout crime à partir de la fin de la guerre, passer tranquillement de policier vichyste à policier de la IV^e République, et se retrouver à réprimer avec une extrême violence les grèves de mineurs du Nord, en 1948. Et il aurait pu finir sa carrière à Charonne, le 8 février 1962, où la police tua huit manifestants contre la guerre d'Algérie, ou le 17 octobre 1961, où plusieurs centaines d'Algériens furent abattus par la police et jetés à la Seine.

Bien sûr, il est peu probable qu'un seul policier ait connu tous ces événements, mais l'institution qu'est la police, elle, a connu tous ces événements et bien d'autres encore. Sous le Front populaire, sous Vichy, sous de Gaulle, sous la gauche comme sous la droite, la police a toujours réprimé et même assassiné sur ordre, quand cela était jugé nécessaire par les tenants de l'ordre capitaliste.

DES DÉTACHEMENTS SPÉCIAUX D'HOMMES ARMÉS

Cela fait plus d'un siècle qu'Engels d'abord, puis Lénine, ont défini l'État comme étant avant tout composé de « *détachements spéciaux d'hommes armés* » protégeant les intérêts de la classe dominante. Parce qu'elle est profondément injuste et inégalitaire, parce qu'elle est fondée sur l'exploitation, parce qu'elle fait cohabiter une minorité de riches avec un océan de pauvres, la société capitaliste ne pourrait exister sans ces détachements spéciaux d'hommes armés qui imposent par la force le respect de l'ordre social. À commencer par le respect de la propriété, puisque l'une des principales tâches de la police est d'empêcher le vol. Et à plus grande échelle, la tâche de la police – et de la gendarmerie – consiste à encadrer les manifestations et à mater les révoltes lorsqu'elles dépassent un cadre admissible à un moment donné, pour un gouvernement donné.

Mais pas seulement. La société capitaliste est une société qui génère de la violence, de la délinquance, du vol, et pas seulement des pauvres qui volent des riches mais, le plus souvent, des pauvres qui volent ou agressent d'autres guère plus riches qu'eux. Dans ces conditions, il est évident que la police a aussi un rôle social dont une société divisée en classes ne pourrait se passer. Et il en sera ainsi tant que la société sera déchirée par les inégalités sociales. Y compris longtemps après une révolution, il y aura encore des tâches de police à exercer d'une manière ou d'une autre, quand bien même ce sera par la population elle-même. Exactement comme l'État, la police ne déperira, pour reprendre les termes d'Engels, que lorsqu'elle sera devenue inutile, c'est-à-dire quand la société sera devenue communiste.

Ces deux caractères de la police, à la fois répressive et utile, varient selon les lieux, les temps, les situations. La police n'est pas en dehors de la société et son comportement comme ses actions dépendent de nombreux facteurs politiques et sociaux. Sans chercher à minimiser le caractère révoltant des violences policières dans ce pays, il faut tout de même relever que la France, depuis des décennies, vit dans une période de relative stabilité sociale qui a rendu inutile une répression systématique et meurtrière des manifestations. Les morts en manifestation se comptent dans ce pays sur les doigts d'une main depuis les années 1970. Ce n'est pas parce que la police est devenue meilleure ou plus républicaine, c'est tout simplement parce qu'aucun mouvement n'a menacé sérieusement l'ordre bourgeois depuis des décennies et que la stabilité du système est pour l'instant fermement établie.

Il n'en va pas de même, évidemment, dans bien des pays du tiers monde, où les manifestations ouvrières se soldent souvent par des morts. Et même dans d'autres démocraties bourgeoises, le comportement quotidien de la police n'est pas le même qu'en France, à commencer par les États-Unis, où les policiers ont tué l'an dernier plus d'un homme par jour.

Mais ici comme ailleurs, le comportement de la police changera lorsque changeront les rapports sociaux. C'est la raison pour laquelle parler, comme cela a souvent été entendu pendant les manifestations contre la loi travail dans la bouche de militants du mouvement, d'une « répression inouïe » et d'une violence « jamais vue », est une erreur. Une erreur historique, d'abord, parce que le mouvement ouvrier a connu des répressions infiniment plus brutales et plus meurtrières. Et une erreur poli-

tique, parce que croire que des coups de matraque et des gaz lacrymogènes, c'est cela la répression policière, c'est risquer d'être bien démuni lorsque la police traitera à nouveau les manifestants à la mitrailleuse.

Il ne fait pourtant pas de doute que cela arrivera de nouveau, y compris en France, le jour où les travailleurs relèveront la tête et contesteront les fondements de l'ordre social.

DE FAUSSES SOLUTIONS

C'est pourquoi nous ne reprenons pas la revendication mise en avant notamment par le Nouveau parti anticapitaliste (NPA) de « désarmement de la police », une revendication pacifiste qui traduit les mêmes illusions réformistes que ceux qui ont lutté, par le passé, contre le « surarmement ». Et puis, qui désarmerait les policiers ? L'État bourgeois lui-même ? Ce n'est pas le fait d'être armée de revolvers qui fait de la police un instrument de répression. Et même si dans certains pays les policiers qui patrouillent dans la rue ne portent pas forcément d'armes, cela ne les empêche pas de brutaliser voire de tabasser ou de tuer les pauvres. En France, Malik Oussekiné en 1986 a été tué à coups de matraque et Adama Traoré, plus récemment, est mort étouffé dans une gendarmerie du Val-d'Oise, sans qu'aucune arme à feu ait été utilisée.

Lorsqu'auront lieu des explosions sociales, les policiers ou l'armée sortiront de toute façon les armes à feu, même dans les pays où actuellement elles restent rangées dans les râteliers. Il revient aux révolutionnaires, plutôt que s'en plaindre, de l'expliquer, de le faire comprendre, et d'en tirer les conclusions : en dernière analyse, l'issue des mouvements révolutionnaires ne dépendra pas du désarmement de

la police, mais de l'armement du prolétariat.

Tout aussi vains sont les agissements, très visibles au printemps dernier et encore tout récemment lors de la manifestation parisienne du 1^{er} mai, des groupes anarchistes ou autonomes qui entreprennent de « combattre » eux-mêmes les policiers, en scandant « *Tout le monde déteste la police* », ce qui est bien loin d'être vrai. Ces groupes provoquent des affrontements (si toutefois ces agissements ne sont pas le fait de policiers eux-mêmes, plus ou moins subtilement déguisés en casseurs). Ces bagarres avec la police sont parfois le fait de certains jeunes révoltés, mais le plus souvent elles correspondent à une tactique politique bien connue, initiée par les stalinien en leur temps, consistant à provoquer de la répression pour « radicaliser » les mouvements. C'est une technique cynique, consistant à se servir des manifestants comme

d'une masse de manœuvre en se moquant bien des victimes éventuelles, voire en les espérant. Ceux qui agissent ainsi jouent, consciemment ou pas, un rôle néfaste dans les mouvements sociaux.

La lutte contre les violences et les exactions policières ne peut pas être individuelle, ni le fait de petits groupes, aussi radicaux soient-ils. Elle ne se mènera pas à la place des masses, à la place des travailleurs. Car ce sont bien ceux-ci, par leur nombre, par leur force collective, par leur organisation, qui auront, quand ils relèveront la tête, les moyens de s'opposer à la police, de contre-attaquer face à ses attaques, voire de la vaincre.

Il y a eu des périodes dans lesquelles les grands partis ouvriers étaient capables d'organiser les travailleurs pour se battre contre la police et s'en faire craindre; voire, d'avoir une implantation et un poids

suffisants pour rendre inutile, dans la vie quotidienne, la présence même de la police. En France, dans certaines villes tenues par le PCF, il y a quelques décennies, la présence de militants nombreux, leur activité, leurs poids, suffisaient à empêcher les exactions des voyous, les vols ou les trafics. Et ils étaient capables de s'organiser eux-mêmes pour s'affronter à eux, le cas échéant, sans avoir besoin de faire appel à la police.

Aujourd'hui, il existe certes aussi des quartiers où la police hésite à aller. Mais c'est pour de tout autres raisons, parce que ces quartiers sont tenus par des bandes de voyous qui font régner la terreur sur les habitants eux-mêmes et sont aussi capables de s'en prendre de façon barbare aux policiers ou aux pompiers, comme l'a montré l'incident de Viry-Châtillon.

Et il faut une bonne dose de stupidité, lorsqu'on est un militant politique, pour se ré-



Policiers face aux groupes anarchistes en tête des cortèges pendant la mobilisation contre la loi travail le 31 mars 2016.

jouir de voir des policiers se faire brûler vifs dans leur voiture comme cela a été le cas à Viry-Châtillon en octobre 2016. Par simple sentiment humain, d'abord : nous ne sommes pas des partisans du lynchage et de la torture. Et ensuite parce que, politiquement, ce type d'agressions renforce le camp des réactionnaires, de tous ceux qui veulent que la police ait plus de droits, plus de moyens, plus d'armes. Parce qu'ils renforcent l'esprit de corps dans la police et poussent les policiers à se comporter davantage encore comme en territoire ennemi partout où ils passent, dans les quartiers populaires, avec l'envie d'en découdre. Bien entendu, les dealers qui ont jeté le cocktail Molotov dans cette voiture de police s'en moquent et ne réfléchissent pas à cela, mais au bout de la chaîne, c'est la population de ces quartiers qui reçoit les coups, et en particulier la population immigrée.

UNE CONTRADICTION INSOLUBLE SANS CHANGER LA SOCIÉTÉ

Les policiers, c'est une évidence, travaillent dans des conditions pénibles. Le succès des manifestations de policiers qui ont eu lieu à l'automne dernier a montré l'exaspération qui règne dans ce milieu.

D'abord parce que la bourgeoisie n'a pas l'habitude de traiter avec respect son petit personnel : les commissariats sont dans un état lamentable, les salaires sont minables, le matériel et les locaux en mauvais état. Mais au-delà, la principale tâche de la police est de défendre les privilèges des riches dans une société de classes. C'est un travail qui use et abîme, et qui mène bien souvent aux pires comportements.

Bien des jeunes de milieux populaires entrent dans la police avec de bonnes intentions, persuadés qu'ils vont être utiles, poursuivre les criminels et aider la veuve et l'orphelin. Quand ils ne sont pas, tout simplement, attirés par la perspective d'un emploi stable. On peut d'ailleurs noter que c'est une preuve de plus de l'absence du mouvement ouvrier et du recul de la conscience de classe, parce qu'il fut un temps où, dans les milieux ouvriers organisés, avoir un enfant qui entrait dans la police était une honte.

Mais si, on l'a dit, une partie du travail des policiers est effectivement utile, l'état de la société actuelle, les tâches qui leur sont assignées, les conditions dans lesquelles ils travaillent et l'ambiance générale qui règne parmi eux, sont capables de transformer en peu de temps un jeune policier bien intentionné en un

raciste qui fermera les yeux sur les exactions de ses collègues, quand il n'en commettra pas lui-même. Ce n'est pas un hasard si, selon les enquêtes, plus de la moitié des policiers votent pour le Front national. La police, intrinsèquement, est une machine à fabriquer de la violence contre les pauvres et du racisme.

Au final, là encore, c'est un problème qui n'a pas de solution en dehors d'une remobilisation de la classe ouvrière, de la renaissance d'un parti qui apprendrait aux travailleurs à s'organiser et se défendre eux-mêmes. Et surtout, à terme, dans le renversement de ce système.

Dans une société aussi gangrenée par la pauvreté et le chômage que l'est la société actuelle, une société où l'individualisme, le chacun-pour-soi, la débrouille individuelle, la violence, sont devenus le quotidien de milliers de jeunes désœuvrés dans les quartiers populaires, la police est forcément sollicitée quotidiennement par les habitants exaspérés. Sauf que ses interventions aggravent bien plus souvent le mal qu'elles le soignent.

C'est une des contradictions les plus criantes de l'organisation capitaliste de la société, et elle ne trouvera de remède définitif que dans une révolution sociale.

5 mai 2017



Grande-Bretagne : 8 juin, un scrutin sous le signe de l'union nationale

Depuis qu'elle a annoncé des élections anticipées pour le 8 juin, avançant ainsi de trois ans celles initialement prévues pour mai 2020, la Première ministre conservatrice Theresa May est sur le sentier de la guerre. Et, derrière elle, l'essentiel de la grande presse britannique s'est mise en ordre de bataille, avec au premier rang le groupe de presse tout-puissant du milliardaire américano-australien Rupert Murdoch, par ailleurs propriétaire de la chaîne américaine Fox News, l'organe plus ou moins officieux de l'aile droite du parti de Donald Trump.

La stratégie de May, soutenue à grand bruit par les médias, consiste à proclamer que la Grande-Bretagne est en état de siège. Selon elle, le pays serait victime d'une conspiration des 27 autres États membres de l'Union européenne (UE), dont le seul objectif serait de soumettre son retrait de l'UE à des conditions si draconiennes qu'elles mettraient en danger son rôle de « *leader dans l'économie mondiale* » (rien que ça !) May appelle donc les électeurs à oublier leur allégeance politique et à voter massivement le 8 juin de façon à lui donner une large majorité parlementaire et, par là même, les atouts dont elle dit avoir besoin pour imposer à l'UE un accord, commercial en particulier, qui soit « *bon pour la Grande-Bretagne* ».

UNE MANŒUVRE POLITICIENNE

C'est donc au nom de l'union nationale contre l'UE que May a lancé sa campagne électorale. Comme si l'issue du processus du Brexit (le retrait de la Grande-Bretagne de l'UE),

que May a déclenché en mars, dépendait du soutien électoral ou parlementaire dont elle dispose ! En réalité, tout se jouera dans les coulisses, au travers de marchandages interminables entre les gouvernements concernés et les représentants des quelques dizaines de multinationales britanniques, mais surtout européennes, voire américaines, japonaises ou indiennes, qui dominent le commerce transmanche.

En fait, toute cette esbroufe nationaliste, par laquelle May prétend se placer au-dessus des rivalités de partis pour incarner ce qu'elle appelle la « nation » britannique, cache mal des objectifs qui, à court terme au moins, sont tout ce qu'il y a de plus politiques.

Car s'il y a bien une chose que May et son parti ont toutes les raisons de craindre, c'est bien le mécontentement que le chaos engendré par le Brexit risque de susciter, tant parmi ses partisans que parmi ses adversaires.

En effet les dirigeants européens ont exclu de discuter de leurs futures relations commerciales avec la Grande-Bretagne

avant que soit conclu un accord sur les modalités de son retrait. Cela concerne en particulier les compensations financières à son désengagement des différents budgets, agences et projets d'infrastructure communs de l'UE, ainsi que la question du statut futur des citoyens de l'UE résidant en Grande-Bretagne et des résidents britanniques sur le continent. Comme ces négociations dureront probablement deux ans, si les élections de 2020 avaient été maintenues à cette date, elles se seraient déroulées en plein milieu des négociations commerciales avec l'UE, et auraient risqué de se transformer de fait en un nouveau référendum, cette fois sur les conséquences du Brexit, que le Parti conservateur risquait de payer chèrement.

Donc le premier objectif de cette élection anticipée est ni plus ni moins de permettre au Parti conservateur de rester au pouvoir deux années de plus, et de gagner assez de temps pour éviter un désastre électoral.

Le second objectif est, lui, purement opportuniste : May compte bien tirer un avantage maximum du fait que le Par-



Theresa May coincée entre un Brexit dur et les intérêts des partisans du maintien dans l'Union européenne.

ti travailliste est au plus bas dans les sondages. Car, entre la virulente campagne médiatique qui continue à viser le leader travailliste, Jeremy Corbyn, les attaques publiques dont il est l'objet de la part des ténors de son propre parti, et son refus de s'opposer de front à la politique du Brexit, nombre d'électeurs travaillistes se détournent d'un parti qu'ils jugent dysfonctionnel.

Du coup, May ne prend même pas la peine de cacher qu'elle compte bien sur un « raz-de-marée bleu » (la couleur de son parti) au soir du 8 juin.

POUR LA CLASSE OUVRIÈRE, UN SCRUTIN TRUQUÉ DE PLUS

L'avenir dira si les calculs de May sont confirmés par les faits. Tout ce que l'on peut dire pour le moment, c'est que le raz-de-marée que May se vante de pouvoir obtenir pourrait être finalement moins important qu'elle l'espère, ou en tout cas qu'elle le dit.

C'est ce que l'on peut penser au vu des résultats des élections municipales partielles qui se sont tenues le 4 mai (chaque année, les municipalités et autres collectivités locales

sont partiellement renouvelées le premier jeudi de mai, suivant un système complexe qui étale le renouvellement de l'ensemble des sièges sur plusieurs années).

En effet, malgré les communiqués de victoire du Parti conservateur, ses résultats sont moins brillants que prévus. C'est ainsi qu'en Angleterre, où se trouvaient plus de la moitié des sièges à renouveler et où le parti de May obtient apparemment ses meilleurs résultats, les apparences se révèlent trompeuses si on y regarde de plus près. En réalité, il s'agissait de régions dominées par des bastions traditionnels conservateurs. Si ceux-ci augmentent leur nombre de sièges de 28%, cela tient pour près de la moitié des sièges gagnés au fait que les conservateurs ont repris au parti souverainiste Ukip 143 des 144 sièges que celui-ci leur avait chipés lors de la dernière élection comparable, en 2013. Par comparaison, les travaillistes perdent sans doute 25 % de leurs sièges au profit des conservateurs, mais... ils gardent néanmoins la moitié des sièges qu'ils avaient pris à ces derniers en 2013.

Plutôt que d'un raz-de-marée, il s'agit donc d'un rééquilibrage du balancier du bipar-

tisme, comme il s'en fait dans un sens ou dans l'autre plus ou moins lors de chaque élection. Or, ces élections municipales s'étaient déjà déroulées sous le signe de la campagne pour l'« union nationale » de May. Il faut donc croire que, pour l'instant en tout cas, elle n'a pas vraiment pris, et d'autant moins que le taux d'abstention moyen a atteint 70 %. Or, même si la participation électorale aux élections municipales oscille autour de 40 % depuis les années Blair, c'est quand même la première fois qu'elle tombe aussi bas depuis bien des décennies.

QUANT AU SCRUTIN DU 8 JUIN, QUEL CHOIX OFFRIRA-T-IL À L'ÉLECTORAT OUVRIER ?

Voter pour les conservateurs, ce sera non seulement voter pour les réductions budgétaires qui continuent à peser de plus en plus lourd sur les foyers les plus modestes, et en particulier, s'agissant des mesures prises par May, sur les travailleurs handicapés et les familles nombreuses. Mais, en plus, ce sera s'aligner derrière l'union nationale de May, c'est-à-dire derrière les intérêts des capitalistes opérant en Grande-Bretagne face à leurs concurrents de l'UE. Et, en même temps, ce sera donner son accord à une politique anti-immigrés dont les premières victimes seront, d'une façon ou d'une autre, les 2,5 millions de travailleurs européens installés en Grande-Bretagne. Or, cautionner ainsi de telles attaques contre une fraction de la classe ouvrière, ce serait cautionner une politique qui ne peut que conduire à l'affaiblissement de l'ensemble de la classe ouvrière.

Quant à voter pour les travaillistes, ce serait voter pour ce que Jeremy Corbyn appelle « un Brexit au profit de tous, et non d'une minorité ». Mais

donc, pour commencer, ce serait quand même voter pour un Brexit, avec tout ce que cela implique de complaisance envers les préjugés nationalistes, xénophobes et anti-ouvriers. Et c'est d'ailleurs bien pour cela que ce slogan de Corbyn n'est qu'une pirouette hypocrite: le fait de prétendre qu'il est possible de changer la forme du Brexit permet à Corbyn d'éviter d'en remettre en cause le fond, profondément réactionnaire et contraire aux intérêts de la classe ouvrière. Alors, quel que

soit le son plus ou moins radical que rendent certaines des mesures qu'il promet, voter travailliste sera quand même une autre façon de voter pour le Brexit.

Au bout du compte, d'une certaine façon, le scrutin du 8 juin sera, lui aussi, un référendum sur le Brexit – ou plutôt sur l'union nationale derrière le Brexit. Simplement, il n'y aura même pas le choix frelaté entre le « oui au Brexit » et le « non au Brexit », comme lors du référendum. Cette fois,

les bulletins de vote des deux principaux partis porteront, en gros caractères, le même message: « oui au Brexit »! Et, quelle que soit la façon dont ils auront voté, c'est ce soutien au Brexit que l'on viendra rappeler aux travailleurs, le jour où il s'agira de leur présenter la note à payer pour ce colossal gâchis causé par l'irresponsabilité d'une classe politique pour qui ses intérêts politiques passent avant tout!

8 mai 2017



No 83 - 2 May 2017
price 30p
<http://www.w-fight.org>
contact@w-fight.org
ISSN 2040-400X

"The emancipation of the working class will only be achieved by the working class itself" (Karl Marx)

The ballot box won't give us a voice, COLLECTIVE ACTION WILL!

"If voting changed anything, they'd make it illegal" - so the saying goes - and for us, workers, the June 8th election won't be any different.

Of course, it's quite another story for the Tories. In fact, this was May's only chance to win an election. Had she waited until 2020, her government would have been so totally discredited by the Brexit chaos that she would have lost it. But then, May cannot admit that the reason for this election is to allow her party to enjoy the perks of power for another 2 years, can she?

Their "national interest" isn't ours!

So, now comes May's blackmail: she says she needs our votes to "strengthen her hand" against the EU, "in the national interest", adding that if we don't back her up, "we" will get a bad "deal for Britain".



will present us with the bill for protecting the profits of British bosses from would they be implemented, when he has no authority over Labour, with its

Une du mensuel de nos camarades britanniques de *Workers' Fight*.
En titre : « Par le bulletin de vote, nous ne nous ferons pas entendre, mais par la lutte collective, si ! ».
L'illustration exprime l'incompréhension générale face à cette nouvelle élection alors qu'il y a eu le référendum sur le Brexit.



Algérie : au lendemain des élections législatives

Les élections législatives algériennes du 4 mai ont donné la majorité absolue aux deux partis au pouvoir. Le Front de libération nationale (FLN) est arrivé en tête avec 164 sièges, suivi du Rassemblement national démocratique (RND) avec 97 sièges. Du côté des partis islamistes, divisés, les deux coalitions Ennahda (Mouvement de la renaissance islamique) et MSP (Mouvement de la société pour la paix, ex-Hamas) ont obtenu 15 et 33 sièges. Au total, en leur ajoutant le parti TAJ (Rassemblement de l'espoir de l'Algérie, proche du pouvoir), les islamistes obtiennent 67 sièges et restent bien loin des résultats acquis par les partis similaires des autres pays du Maghreb.

Le gouvernement n'a pas ménagé ses efforts pour tenter de mobiliser les électeurs : une campagne a appelé les Algériens, et en particulier les jeunes, à faire entendre leur voix et les imams ont été mobilisés pour appeler au vote dans leurs prêches. Avec seulement 38,25% de votants, l'abstention n'en a pas moins été élevée. Les travailleurs et les classes populaires ont observé ce scrutin avec indifférence, tant les programmes des candidats étaient éloignés de leurs préoccupations quotidiennes.

Ce scrutin était le premier depuis l'élection de 2014, qui avait abouti au quatrième mandat présidentiel d'Abdelaziz Bouteflika, un homme aujourd'hui âgé de 80 ans, malade, et qui ne peut plus s'exprimer depuis 2013, au point que la rumeur de sa mort circule régulièrement. Mais, même ainsi, Bouteflika fait jusqu'ici l'affaire de la bourgeoisie algérienne, qui a prospéré depuis qu'il est au pouvoir. Son maintien à la tête du pays permet sans doute d'éviter un affrontement entre

les différents successeurs potentiels et l'instabilité que ce conflit risquerait d'entraîner

Dans un contexte international qui a vu de nombreux pays arabes sombrer dans le chaos comme le Yémen, la Syrie ou la Libye, ou du moins dans de grandes difficultés comme la Tunisie et l'Égypte, le régime algérien apparaît politiquement stable. Même s'il n'est pas apte à gouverner, Bouteflika incarne cette stabilité et un pouvoir encore marqué par ses origines, à l'issue de la guerre d'indépendance.

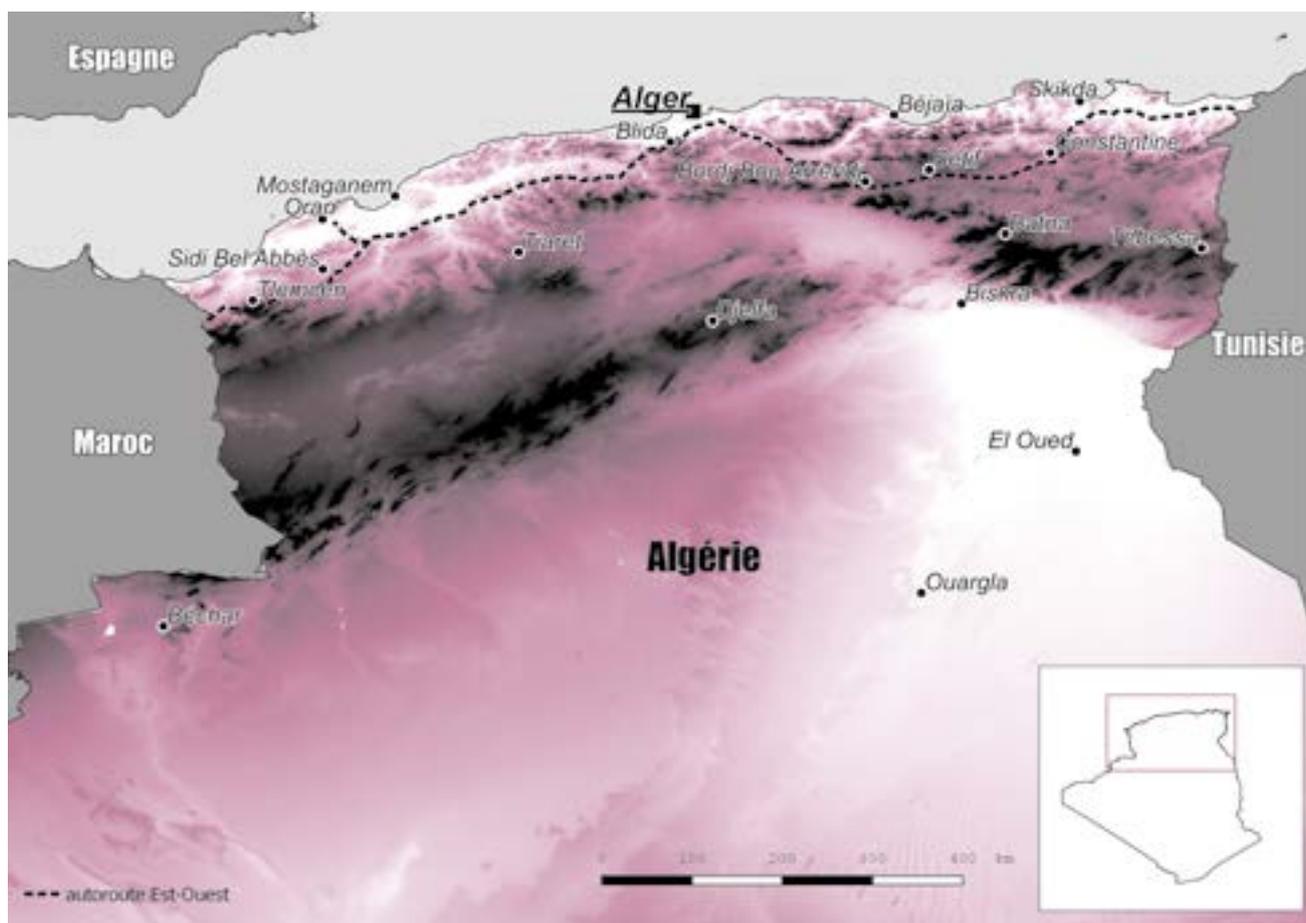
Le pays, son économie et son régime politique gardent encore les traces du projet socialiste affiché en 1962, à la fin de la guerre contre le colonialisme français. Le régime nationaliste algérien affichait alors ses ambitions en matière de développement économique, avec la création d'un important secteur industriel public et la nationalisation des gisements de pétrole et de leur exploitation. Il cherchait à améliorer le niveau de vie de la population,

subventionnant les produits de première nécessité et permettant un accès gratuit aux soins et à l'éducation.

Aujourd'hui, cette page est en grande partie tournée. Le scrutin du 4 mai est intervenu dans un contexte marqué par la chute des prix du pétrole ainsi que par un processus de privatisation de l'économie et d'ouverture aux capitaux étrangers. La pression d'une bourgeoisie plus nombreuse et plus riche se fait sentir, qui veut accélérer cette évolution.

AFFAIRISME ET SCANDALES DE CORRUPTION

Les patrons ont fait leur entrée en force parmi les candidats. On les retrouvait sur les listes de presque tous les partis, du TAJ aux islamistes du MSP. Les listes des grands partis gouvernementaux, RND et FLN, leur ont fait aussi la part belle. Ainsi, Ezraïmi, patron du groupe agroalimentaire SIM, et Benhamadi, patron du groupe électroménager Condor, étaient



respectivement tête de liste du RND à Blida et à Bordj Bou Arreridj.

En mars dernier, le fils du secrétaire général du FLN, Djamel Ould Abbas, a été arrêté avec sur lui d'importantes sommes d'argent en liquide. Il est accusé de trafic d'influence pour avoir vendu des listes électorales à des affairistes. Les places au sein de l'appareil d'État sont convoitées; elles peuvent déboucher sur un enrichissement personnel rapide, comme l'illustrent les multiples scandales, petits et grands, qui ont éclaté, impliquant des ministres ou ex-ministres, des hauts fonctionnaires et hauts gradés de l'armée.

Même après des révélations publiques, même quand l'affaire arrive devant les tribunaux, les plus corrompus ne sont jamais inquiétés. C'est le cas pour le scandale de l'autoroute qui relie l'est à l'ouest de l'Algérie, dans lequel Amar

Ghoul, ex-ministre des Transports, est accusé d'avoir empoché un quart des pots-de-vin autour de ce gigantesque chantier, évalué à 5 milliards de dollars.

La publication des Panama papers a révélé que le ministre de l'Industrie Abdeslam Bouchouareb avait détenu une société domiciliée au Panama, un canal d'évasion fiscale qui visait paraît-il à financer des biens immobiliers pour ses enfants. Les mêmes Panama papers ont également apporté des éléments sur le scandale impliquant l'ex-ministre de l'Énergie Chakib Khellil et la compagnie nationale des hydrocarbures, la Sonatrach. Il aurait détourné 1,5 milliard de dollars et a été accusé de corruption, mais le mandat d'arrêt international émis contre lui a été annulé pour vice de forme, le juge qui a instruit l'affaire a été muté et le procureur général limogé.

La corruption ainsi dévoilée et l'impunité dont jouissent les dignitaires du régime nourrissent un sentiment d'écœurement dans les classes populaires, alors même qu'elles sont confrontées à des difficultés grandissantes.

LA BAISSÉ DES COURS DU PÉTROLE

Avec l'effondrement des cours du pétrole survenu fin 2014, le régime ne dispose plus de la même aisance financière que durant la décennie passée. Depuis décembre 2014, les cours se sont effondrés, passant de 100 à 50 dollars le baril. L'Algérie figure parmi les dix pays les plus dépendants des hydrocarbures, ses exportations étant constituées à 98% de gaz, de pétrole et de leurs dérivés. Mais bien que depuis trois ans la presse occidentale ait annoncé régulièrement la généralisation du chaos en Al-

gérie, on était jusqu'à présent encore loin de la situation des années 1980, quand le prix du baril de pétrole avait chuté de 80 à 20 dollars et que l'État, au bord de la faillite, s'était surendetté auprès du FMI.

En 2014, le pays disposait de réserves de change d'un montant estimé à 190 milliards de dollars, ainsi que d'un Fonds de régulation des recettes, alimenté par la fiscalité pétrolière. Par ailleurs, la plupart des contrats signés avec ses principaux clients, l'Espagne et l'Italie, étaient des contrats à long terme, rendant l'Algérie moins sensible aux variations des cours. Ces marges de manœuvre ont évité au pays de connaître une situation catastrophique comparable à celle du Venezuela. Néanmoins elles s'amenuisent. Le Fonds de régulation des recettes serait épuisé et l'Algérie doit renégocier ses contrats à long terme dans un contexte qui lui est moins favorable. Les réserves de change ont diminué, même si elles se chiffrent encore à plus de 100 milliards de dollars.

La manne pétrolière et gazière se réduit, mais la bourgeoisie algérienne veut que sa part des revenus, déjà conséquente, soit préservée. Elle veut continuer à prospérer, et pour elle, ce sont les travailleurs et les classes populaires qui doivent payer la note. Pro-

fitant du climat d'inquiétude suscité par la faiblesse des cours du pétrole, patronat et gouvernement voudraient remettre en cause les droits acquis par les travailleurs.

L'organisation patronale algérienne, le FCE (Forum des chefs d'entreprise), par la voix de son porte-parole, Ali Haddad, dénonce « *le train de vie de l'État* ». Les patrons voudraient que l'État revienne sur la gratuité en matière de santé et d'éducation. Ils voudraient que cessent les subventions aux produits de large consommation comme le pain, la farine, le lait, l'huile et le sucre, ou encore la construction et la distribution de logements sociaux. Ils décrient avec haine les primes à l'émeute, comme ils les appellent, autrement dit les concessions faites par le gouvernement lorsque la protestation des classes populaires se fait sentir. Le patronat prêche l'austérité et la fermeté face à des travailleurs qu'il traite de fainéants et de parasites.

UN POUVOIR AUX PETITS SOINS POUR LE PATRONAT

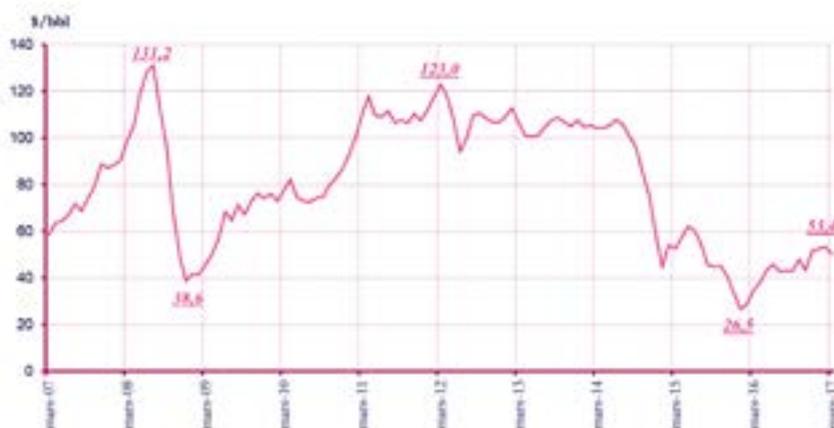
Pourtant les patrons, les gros commerçants, les propriétaires terriens et les spéculateurs n'ont jamais vu leurs affaires se développer autant que sous le règne de Bouteflika. Les ca-

deaux n'ont cessé de pleuvoir sur le patronat algérien et les sociétés étrangères implantées en Algérie : avantages fiscaux, subventions, ouverture des entreprises publiques à l'investissement privé, crédits à taux bonifiés, réduction de la taxe professionnelle versée aux collectivités locales, alors que c'est la principale ressource de celles-ci. En 2016, l'ensemble des exonérations d'impôts avoisinait les 14 milliards de dollars.

Les lois de finances 2016 et 2017 n'ont fait que consolider ce soutien à la bourgeoisie locale et étrangère, en prévoyant de nouvelles exonérations, le bradage des terres agricoles, et toujours des aides à l'emploi qui permettent aux employeurs de disposer d'une main-d'œuvre peu chère, puisque c'est l'État qui débourse.

L'Algérie est devenue un des principaux marchés africains pour les constructeurs automobiles européens et asiatiques, qui y ont exporté massivement, faisant au passage le bonheur des importateurs et concessionnaires locaux. Sous prétexte de développer l'économie et l'industrie nationales, le gouvernement a incité les constructeurs à investir dans le montage de véhicules en Algérie. C'est le cas de la Renault Symbol, une voiture assemblée dans l'usine de ce constructeur implantée à Oran. L'État algérien a financé à 70 % la construction du site, dont il détient la propriété à hauteur de 51 %. Pour chaque emploi du site il verse une aide de 15 000 dinars par mois et par travailleur, et offre en prime à Renault le marché algérien sur un plateau. En plus d'être complètement exonéré d'impôts pendant cinq ans, y compris sur l'activité commerciale, Renault a obtenu le monopole des commandes publiques.

Les avantages ainsi accordés aux constructeurs faisant du



Évolution du prix du baril de pétrole brut entre 2007 et 2017.

montage en Algérie ont donné des idées à des margoulins. Au début du mois d'avril, on apprenait que le ministère avait agréé un ancien marchand de légumes pour monter des véhicules Hyundai dans le pays. Il s'est avéré qu'en réalité les véhicules étaient déjà pratiquement montés à leur arrivée : seules les roues restaient à fixer !

L'État algérien se montre ainsi, à l'égal de tous les autres, une véritable vache à lait pour le patronat local ou étranger qui, outre les exonérations légales dont il bénéficie, pratique à grande échelle la fraude et l'évasion fiscales.

Outre les quelques affaires révélées par les Panama papers, il y a tous les petits affairistes enrichis dans l'ombre du secteur public et qui se sont emparés de l'import-export, ou plutôt de l'import-import comme le disent avec humour les Algériens, qui peuvent voir qu'en fait les porte-conteneurs arrivent pleins et repartent vides. Le ministre du Commerce a affirmé que les importateurs pratiquaient une surfacturation, l'estimant en 2016 à 30 % du montant total des importations annuelles, soit à près de 18 milliards de dollars.

UNE OFFENSIVE CONTRE LES TRAVAILLEURS

À l'automne 2016, le gouvernement a mené l'offensive contre les retraites des travailleurs du secteur public, supprimant la possibilité pour ceux ayant cumulé 32 années de cotisations d'accéder à la retraite sans condition d'âge. À l'appel des syndicats autonomes, les grèves ont été très suivies. Le gouvernement a reculé concernant les personnels paramédicaux des hôpitaux. Il a aussi décidé de reporter à 2019 la mise en application de cette réforme.

Mais c'est maintenant le Code du travail qui est en discussion. L'Union générale des travailleurs algériens (UGTA), syndicat proche du pouvoir, est le seul syndicat habilité à négocier mais il n'a toujours pas révélé aux travailleurs le contenu de la réforme envisagée. Il semble bien que le statut des travailleurs du secteur public soit visé. Ceux-ci sont majoritairement en contrat à durée indéterminée, ils ont le droit de grève, peuvent s'organiser dans des syndicats sans risquer d'être licenciés. Le gouvernement voudrait généraliser la précarité dans ce secteur en alignant le public sur le privé, un secteur où celle-ci est la norme, où les syndicats sont

inexistants et les semaines de cinquante heures fréquentes, et où le patron oublie le plus souvent de payer les heures supplémentaires.

Arguant que les caisses publiques sont vides, le Premier ministre Abdelmalek Sellal a annoncé une série de mesures pour les remplir. Cela a commencé en 2016 par les hausses du prix des carburants et de l'électricité, qui ont entraîné en conséquence celles du prix des transports, des produits manufacturés et des services.

En janvier 2017, le taux de la TVA est passé de 17 % à 19 %. Cette décision passe très mal, d'autant que le gouvernement a baissé l'impôt sur les bénéfices des sociétés et reconnaît qu'actuellement il ne recouvre que 13 % du montant de cette taxe que doivent lui reverser les entreprises. Il n'est cependant pas question pour lui de faire la chasse aux patrons fraudeurs ; au contraire il est question d'une amnistie fiscale qui aboutirait à effacer les 100 milliards de dollars impayés par les entreprises locales et étrangères. Les salariés, eux, n'ont pas un tel choix, l'impôt sur leur revenu étant prélevé à la source.

Cette hausse de la TVA vient s'ajouter à la chute du cours du dinar, qui lui a fait perdre près de 30 % de sa valeur depuis 2014. L'inflation s'est envolée et le pouvoir d'achat s'est effondré. Comment s'en sortir lorsque le salaire minimum, le SNMG, est à 18 000 dinars (150 euros au cours officiel) et lorsqu'il faut dépenser pour une famille 5 000 dinars pour faire ses courses de la semaine ? Il faut ajouter que beaucoup de travailleurs sont payés en réalité en dessous du salaire minimum. Quant aux chômeurs, ils ne perçoivent aucune indemnité alors que le fléau du chômage touche un tiers des jeunes, dont beaucoup survivent grâce au secteur infor-



Le montage de la Renault Symbol à l'usine d'Oran.

mel et à la solidarité familiale.

Pour faire rentrer des devises, l'agriculture a été orientée vers l'exportation, favorisant les grands propriétaires terriens algériens, saoudiens ou américains qui ont fait main basse sur les meilleures terres et à moindres frais. Des entreprises privées ont désormais le monopole de la distribution des produits agricoles et n'hésitent pas à spéculer sur leur cours. Résultat : alors que la viande est un luxe que s'offrent peu d'Algériens, les oranges, les pommes de terre ou les tomates, qui normalement étaient accessibles à toutes les bourses, sont désormais hors de prix, avec des augmentations pouvant atteindre 400%.

Le gouvernement est à l'écoute de la bourgeoisie et mène l'offensive contre les travailleurs, tout en essayant de résister à la surenchère des milieux patronaux qui voudraient des mesures encore plus radicales. Le régime, rendu prudent par le passé, craint les réactions des travailleurs. Il a en mémoire les émeutes de 1988 qui avaient déstabilisé le pouvoir. L'absence d'un parti ouvrier communiste révolutionnaire influent capable d'offrir une perspective à cette révolte laissa la voie libre aux islamistes et finalement déboucha sur des années de guerre civile. Tant qu'il le peut, le pouvoir cherche donc à temporiser. Depuis que Bouteflika est arrivé au pouvoir, en 1999, il y a eu bien des grèves et des révoltes. En 2001, la contestation avait touché le Sud et la Kabylie, où la répression avait fait 127 morts. En 2008, la grève à la Société nationale des véhicules industriels de Rouiba, pour les salaires et les retraites, avait obligé le gouvernement à reculer et à signer des accords dans d'autres secteurs.

En 2011-2013, encouragés par la vague de contestation

qui secouait l'ensemble des pays arabes, les travailleurs s'étaient engagés dans des milliers de grèves et de luttes pour les salaires, pour un logement ou pour de l'embauche, contraignant le gouvernement à concéder des augmentations conséquentes des salaires et des pensions.

En 2013, ce sont les villes du Sud qui ont été le siège d'une vive mobilisation sociale contre le chômage, contre le mépris dont font preuve les autorités envers le petit peuple (« *hogra* »), puis contre l'exploitation du gaz de schiste. À l'automne 2016, alors qu'une canicule exceptionnelle sévissait en Algérie et que dans le Sud les températures atteignaient les 50 degrés, les factures d'électricité entraînées par la climatisation s'étaient envolées. La mobilisation de la population a obligé le gouvernement à accorder un tarif réduit.

La classe ouvrière algérienne est l'une des plus importantes d'Afrique. C'est une classe ouvrière jeune, concentrée et combative, qui a les moyens de s'opposer aux sacrifices qu'on veut lui imposer. Et pour cela elle ne peut compter que sur ses propres forces.

Les partis dits d'opposition reprochent au pouvoir de ne pas aller assez vite dans ses réformes antiouvrières. Même le Parti des travailleurs (PT) de Louisa Hanoun a régulièrement apporté son soutien à Bouteflika ; il se situe sur le terrain de la défense de la nation et de la bourgeoisie, et non des travailleurs. Les mesures antiouvrières qui s'annoncent allant crescendo amèneront-elles les travailleurs à contester l'ordre social et politique ? En tout cas un des enjeux est que leur opposition ne s'exprime pas sous la bannière des islamistes, dont le poids n'a pas diminué dans la société algérienne et représente toujours une menace.

Les courants islamistes continuent d'agir par le biais d'activités caritatives, au travers des mosquées et des réseaux sociaux. Ils sont omniprésents dans les médias privés. Les contradictions de la société pourraient leur offrir des opportunités et les moyens de redorer leur blason. La jeunesse actuelle n'a pas connu la guerre civile des années 1990, qui a opposé les groupes islamistes à l'armée et qui a fait plus de 100 000 morts. La pauvreté, le désespoir et le poids de la religiosité pourraient de nouveau les amener à se tourner vers les courants islamistes, alors que ceux-ci ne leur offriront aucune issue.

Les inégalités scandaleuses, le gâchis du chômage, l'impasse du développement imposent au contraire la défense, au sein de la classe ouvrière et de la jeunesse, de la perspective communiste et révolutionnaire.

8 mai 2017

ANNEXE : LES RÉSULTATS DES ÉLECTIONS DU 4 MAI À L'ASSEMBLÉE NATIONALE

FLN	164 élus
RND	97 élus
Front El Mostakbal	14 élus
Ennahda	15 élus
Alliance nationale républicaine	8 élus
RCD	9 élus
PT	11 élus
Front des forces socialistes	14 élus
TAJ	19 élus
Indépendants	28 élus
Alliance MSP	33 élus

Plusieurs petits partis ont obtenu entre 1 et 4 élus.



Annexe 1

Discours de Nathalie Arthaud au meeting de Lille le 19 avril 2017

Travailleuses, travailleurs,
chers amis, chers camarades,

LA BOURGEOISIE MÈNE LA LUTTE DE CLASSE

La minorité capitaliste et le grand patronat nous mènent une guerre de plus en plus féroce. Les milliards qu'ils amassent sont réalisés à coups de licenciements, de suppressions d'emplois, de blocage de salaires, d'augmentation du temps de travail et d'aggravation de l'exploitation. Ils sont réalisés à grand renfort de travail intérimaire et de sous-traitance, où les salariés sont plus flexibles et plus mal payés. Ils sont arrachés aux salariés des plus petites entreprises priés de ne pas compter leurs heures parce que leur patron est étranglé par ce grand capital.

Les régions ravagées par le chômage, les centres-villes désertés parce que le petit commerce est moribond, les millions de femmes et d'hommes, de jeunes qui jonglent avec des petits boulots, les retraités dont la pension est inférieure au seuil de pauvreté: voilà le résultat de l'avidité insatiable de la classe capitaliste.

On nous dit que la lutte de classe est dépassée. Mais elle est vécue tous les jours dans les entreprises: ce sont les minutes de pause volées, les primes diminuées, les heures non payées, les RTT supprimées, les gestes et les postures répétés qui usent la santé. Et c'est tous les

jours pour des millions de salariés, dans le privé comme dans le public.

Parce que je dénonce la grande bourgeoisie, parce que je décris l'opposition entre le monde du travail et la classe capitaliste, on m'accuse d'être schématique, caricaturale voire violente comme l'a dénoncé la patronne Sophie de Menthon, qui voudrait du coup m'interdire d'enseigner... Mais c'est la réalité vécue par les classes populaires, ignorée de cette dame, qui est caricaturale et violente!

Vingt et un milliardaires possèdent l'équivalent de ce que détiennent 20 millions de femmes et d'hommes dans ce pays! Bernard Arnault, l'homme le plus riche de France, patron de LVMH, a augmenté sa fortune de 7 milliards en 2016, pour atteindre 38,5 milliards. Drahi, le magnat des télécommunications, a doublé sa fortune, passant de 5,4 milliards à 12 milliards. La fortune de Besnier, le PDG à la tête de Lactalis, est passée de 7 à 10,5 milliards.

Comment cela a-t-il été possible en pleine période de crise, alors que l'économie est stagnante et que la concurrence fait rage? Eh bien il n'y a qu'une explication à cela, c'est qu'ils ont aggravé l'exploitation à tous les étages de leur empire.

On nous présente toujours ces fortunes comme le fruit du travail mérité de valeureux entrepreneurs. Mais elles se construisent sur le vol du travail de centaines de milliers de salariés et aussi sur la mise en

coupe réglée de l'argent public!

Car la grande bourgeoisie pille aussi les caisses publiques, aux dépens des hôpitaux, de l'éducation, des transports. Et l'État vide volontiers ses poches. C'est de l'argent sonnante et trébuchant des subventions ou des exonérations, mais ce sont aussi tous les services rendus quand les ministres se transforment par exemple en représentants commerciaux pour les Dassault ou les Bouygues.

Alors oui, cette grande bourgeoisie commande l'État, elle domine l'économie et pèse sur toute la marche de la société. Et elle nous conduit dans le mur en poussant les classes populaires vers la déchéance matérielle et la société à la déshumanisation, car le chômage et la misère font le lit de la concurrence, de l'individualisme, du rejet, voire de la haine de l'autre.

Alors, dans cette campagne, il faut que nous disions aux travailleurs qui nous entourent: ne vous laissez pas abuser par tous ces politiciens qui se bousculent pour aller à l'Élysée. Regardez ceux qui tirent les ficelles, regardez la classe capitaliste qui tient nos vies entre ses mains: c'est une classe parasitaire, anachronique et irresponsable. Et la guerre sociale qu'elle nous mène se poursuivra. Alors, saisissons-nous de cette élection pour dénoncer la dictature de la bourgeoisie, pour mettre en avant nos intérêts de classe et affirmer notre conscience d'avoir à nous battre pour les imposer.

L'ÉLECTION PRÉSIDENTIELLE, UNE DUPÉRIE

Dans cette campagne électorale, rien ne s'est passé comme prévu. Et à quatre jours du scrutin personne ne peut prédire quel sera le duel du second tour. Alors oui, c'est assez inédit, mais en même temps on retombe dans la bonne vieille comédie électorale.

C'est l'éternel recommencement : chacun brandit son programme, promet de faire repartir l'économie... Et tous évidemment de parler au nom du peuple ! Et ils savent y faire ! Chacun feint la colère face au chômage. Tous ont un petit mot pour les smicards, pour les femmes, pour les retraités, les personnes handicapées, les agriculteurs, les commerçants, les jeunes.

Mais combien d'élections y a-t-il eu ? Combien de présidents et de majorités gouvernementales différentes ? Combien de fois les mêmes, ou leur parti, nous ont-ils fait les mêmes promesses, pour les trahir une fois au pouvoir ?

On pourrait essayer tous les prétendants à l'Élysée, les tester les uns après les autres... Oh, leur exercice du pouvoir serait différent mais, sur le plan social, ce serait la même chose.

Car même les plus attentionnés vis-à-vis des classes populaires ne veulent rien changer à l'ordre social et à notre condition d'exploité. Ils aspirent tous à gouverner dans le cadre de cette économie capitaliste, en acceptant la dictature que la grande bourgeoisie impose sur l'économie et sur la vie de millions de travailleurs.

Vous connaissez sûrement l'expression très populaire en mai 1968 : « La dictature c'est ferme ta gueule, la démocratie c'est cause toujours ! », eh bien c'est exactement cela, car les

grands candidats nous amusent avec leurs programmes électoraux chiffrés et leur calendrier. Mais les programmes qui seront réellement appliqués sont ceux qui sont décidés en ce moment dans le secret des conseils d'administration des grandes entreprises et des banques. Et il n'y aura pas de vote organisé sur ces programmes qui nous touchent en premier lieu.

On nous parle de démocratie, mais les vrais maîtres de l'économie et de la société, ce sont les Peugeot, les Bouygues, les Arnault, les Dassault, les Mittal, et il n'y a pas d'élections pour contester leurs décisions ou pour renverser ces rois des temps modernes.

Alors, j'appelle les travailleurs à ne pas marcher dans le jeu truqué de l'élection. Utilisons notre bulletin de vote pour lever le drapeau de la conscience de classe et des luttes collectives !

Avec Macron, Fillon, Le Pen, Hamon et Mélenchon, on a droit à toute une palette de partis, du plus libéral au plus étatiste, de la plus xénophobe au plus tolérant. Aucun d'eux ne représente les intérêts des travailleurs, et il faut le dire.

FILLON/MACRON

Pour Fillon, c'est clair. Lui-même revendique d'être le serviteur dévoué de la bourgeoisie. Et il lui ressemble comme deux gouttes d'eau ! Vous savez d'ailleurs que, malgré toutes ses casseroles et sa mise en examen, Fillon reste le candidat préféré des plus riches... Il faut dire qu'en matière de passe-droits et de privilèges il joue en seconde division, comparé à la grande bourgeoisie. Et c'est surtout qu'il affiche le programme rêvé du grand patronat : la fin des 35 heures, la suppression de 500 000 postes de fonctionnaires, la retraite à

65 ans, plus d'impôts pour les pauvres, moins pour les riches.

Alors il est certain que, si Fillon était élu sur la base de ce programme, cela faciliterait grandement les attaques du grand patronat. Mais ce dernier s'accommoderait aussi tout à fait d'un Macron. Et pour cause !

Le peu de temps qu'il a été au pouvoir, deux ans, il est parvenu à attacher son nom à deux lois antiouvrières : la loi Macron, qui a étendu le travail le dimanche, et la loi El Khomri, qu'il aurait voulue plus dure encore.

Macron, qui a été banquier chez Rothschild et a gagné trois millions, un million par an, pour jouer l'intermédiaire entre des requins de la finance dans cette banque, se dit fier d'avoir, à la différence d'autres, une vraie expérience professionnelle. Comme si cela lui donnait une idée concrète de la vie de l'écrasante majorité de la population !

Macron regarde la société de sa fenêtre de bourgeois. Et que dit-il à la jeunesse ? « Créez votre activité, devenez auto-entrepreneur. » Résultat, vous livrez des pizzas comme les jeunes d'il y a trente ans. Mais au lieu d'être en scooter, vous serez à vélo ; et si vous avez un accident, vous n'aurez même pas de couverture sociale, car vous n'êtes pas salarié !

Ou, au lieu d'être chauffeur de taxi, vous êtes chauffeur Uber. Au lieu d'être manutentionnaire chez Carrefour, vous l'êtes chez Amazon, mais vous alignez autant d'heures, voire plus, et vous êtes aussi mal payé !

Macron joue la carte de la nouveauté. Mais il est l'enfant caché de Hollande et de Sarkozy, fiancé à Bayrou ! Bref, Macron, c'est comment faire du neuf... mais avec du vieux ! Il n'y a sûrement pas à tomber dans le panneau !

LE PEN, FAN DE TRUMP, ENNEMIE DES TRAVAILLEURS

Le Pen se prétend la « candidate du peuple », mais elle appartient au même monde que Fillon ou Macron, celui des riches qui usent de tous les moyens pour accroître leur fortune. Elle a même transformé son activité politique en petite entreprise familiale prospère... La seule chose qui la distingue, c'est qu'elle a toujours été écartée de la mangeoire gouvernementale.

Elle prévoit elle aussi des suppressions d'emplois dans la fonction publique et des cadeaux au patronat, mais elle cache son jeu en brandissant la retraite à 60 ans et 80 euros de prime pour augmenter les plus bas revenus. Et où veut-elle prendre l'argent ? Sur ce que coûterait l'immigration !

Elle veut s'attaquer aux migrants qui fuient la guerre ou une dictature féroce, ou encore à des travailleurs parfois ici depuis cinq ou dix ans en voulant taxer leur contrat de travail ou en imposant qu'ils payent pour leur couverture sociale ou pour l'éducation de leurs enfants. C'est abject !

Elle s'en prend à ceux qui travaillent sur les chaînes de montage, dans le bâtiment, l'hôtellerie, dans le nettoyage. Elle s'en prend à des ouvriers, à des intérimaires. Elle brandit exactement la même politique que celle du patronat : diviser pour régner !

Le Pen est une démagogue qui se sert des préjugés racistes et de la xénophobie et les alimente pour ne pas dénoncer les véritables responsables du recul de la condition ouvrière. À l'image de ses nouvelles idoles, le milliardaire-président Donald Trump et Poutine, le grand chef de l'oligarchie russe, elle veut servir les capitalistes et les banquiers. Et plus elle s'ap-

proche du pouvoir, plus elle leur fait des œillades.

Elle se dit antisystème ? Mais elle est la dernière roue de secours de la bourgeoisie !

Si Le Pen parvenait au pouvoir, elle mènerait sur le plan social la même politique antiouvrière que les autres, en étant encore plus dure avec les étrangers, et plus autoritaire avec tout le monde. Et il suffit de voir sa haine des syndicats ouvriers et des travailleurs qui se battent, pour le comprendre.

Certains autour de nous disent vouloir donner un coup de pied dans la fourmilière. C'était déjà se tirer une balle dans le pied. Mais on n'en est plus là. Aujourd'hui, voter au premier tour pour Le Pen c'est prendre le risque de l'installer au pouvoir, et c'est l'ensemble du monde du travail qui le paiera.

Alors, au copain de boulot, au voisin, à celui qui regarde vers Le Pen, il faut dire : Laisse ce vote aux bourgeois du seizième qui ne supportent pas la vue d'un centre pour SDF ; laisse ce vote aux nostalgiques de l'Algérie française, à la Manif pour tous, aux nazillons mal vieillissants, aux policiers racistes qui cognent ceux qui sont noirs et plus d'être pauvres ! Ne vote pas contre les immigrés, qui sont nos frères de classe ! Vote pour tes intérêts, vote pour ton camp, le camp des travailleurs !

MÉLENCHON, FAUX SAUVEUR SUPRÊME

À gauche, on entend une toute autre musique. Hamon et Mélenchon ont repris la ritournelle de tous les candidats socialistes à la présidentielle : faire rêver, réenchânter l'avenir. Mais c'est Mélenchon, son langage et ses coups de colère qui font mouche parmi les déçus du PS. Et le fait que le PC ait fini par le choisir lui donne une base militante dans les classes populaires.

Mélenchon promet de revenir à la retraite à 60 ans, de réduire le chômage, de porter le smic à 1300 euros et d'augmenter les petites retraites. Mais attention, il se veut responsable et il assure que ces mesures ne coûteront rien au patronat. Pour compenser, il a d'ailleurs prévu la baisse de l'impôt sur les bénéficiaires, qui passerait de 33 % à 25 %. Et il promet surtout de relancer l'économie.

Pour Mélenchon, s'il y a 6 millions de chômeurs, si le niveau de vie des classes populaires s'effondre, c'est parce que depuis quinze ans, il n'y a que des mauvais pilotes au sommet de l'État. Mais avec lui, tout va changer. Grâce à sa politique, le capitalisme sortira de la crise dans laquelle il s'enfonce et les capitalistes cesseront d'orienter tous les capitaux vers la finance ! C'est semer de graves illusions sur ce qu'est le capitalisme.

Quelles que soient les politiques publiques, que l'on sorte ou pas de l'Union européenne, l'avidité et la dictature de la grande bourgeoisie sur les travailleurs et sur l'économie ne disparaîtront pas d'un coup de baguette magique !

Mélenchon pose en antisystème parce qu'il parle de VI^e République. Mais prétendre redonner le pouvoir au peuple sans l'enlever des mains des vrais maîtres de la société que sont les capitalistes relève d'un tour de passe-passe.

Les régimes se sont succédé mais l'appareil d'État, lui, s'est maintenu, avec souvent les mêmes hommes aux postes clés, intimement lié aux plus riches. Et les grandes familles bourgeoises ont traversé tous les régimes en s'adaptant et en ne cessant jamais de s'enrichir.

Prenez le groupe Lafarge : il a fait des affaires sous tous les régimes depuis plus d'un siècle, il a prospéré sous la III^e République, la IV^e et la V^e République. Il a participé à la construction

du mur de l'Atlantique sous Pétain et Hitler. On a appris récemment qu'il a poursuivi ses affaires en Syrie sous Daesh, et hier encore il était candidat pour construire le mur de Trump entre le Mexique et les États-Unis! Autant dire que ce n'est pas une VI^e République qui l'arrêtera!

Parce qu'il ne veut pas être accusé de laxisme, Mélenchon tient sur l'immigration des propos plus qu'ambigus. D'un côté, pour ne pas heurter une partie de ses électeurs, il promet de « donner des papiers à ceux qui ont un contrat de travail ». Mais, juste après, il n'hésite pas à affirmer qu' « il n'y a pas moyen d'occuper tout le monde » et il justifie l'expulsion de « ceux qui n'ont ni de papiers ni de contrat de travail » car, dit-il, « c'est la loi » et « je ne sais pas quoi en faire »!

L'emballage se veut plus présentable mais c'est ce que l'on entend du côté de Le Pen! Eh bien ce n'est pas ainsi que l'on pourra contrer son influence dans les classes populaires. Il faut le dire clairement: non, il n'y a pas de problème d'immigration. Il y a le problème d'une minorité qui accapare les fruits des richesses que nous produisons collectivement.

Selon les sondages, Mélenchon aurait une chance d'accéder au second tour, du moins l'espère-t-il. Mais, même s'il était élu, il n'y aurait aucune raison de lui faire plus confiance qu'à Hollande. Car il serait, comme Hollande, confronté au mur de l'argent, au grand patronat, aux banques et aux marchés financiers.

Léon Blum en 1936, déjà, avait s'être soumis au mur de l'argent en parlant des 200 familles mais, à chaque fois, les socialistes feignent de le redécouvrir une fois arrivés au pouvoir. C'est aussi ce qui s'est produit en Grèce, où Tsipras, élu pour tenter de résister aux

créanciers, a capitulé et applique désormais la politique d'austérité qu'il dénonçait hier. Et Mélenchon ne ferait pas mieux! Car le grand capital ne se paye pas de discours! Il veut être payé en espèces sonnantes et trébuchantes, il n'obéit qu'à la loi du marché capitaliste. Et on ne peut le faire reculer qu'en lui opposant la force sociale que représente le monde du travail mobilisé.

Alors, si Mélenchon arrivait au pouvoir, rien ne tomberait d'en haut, il faudrait se battre. Eh bien, l'essentiel est qu'il y ait des femmes et des hommes pour le dire, pour pousser à ces mobilisations nécessaires, et c'est aussi pour préparer cette situation-là qu'il faut dès le premier tour faire entendre le camp des travailleurs et lever le drapeau des luttes collectives.



FAIRE ENTENDRE LE CAMP DES TRAVAILLEURS

Dans le cadre de cette compétition électorale, les principaux candidats s'opposent mais ils partagent le même parti pris fondamental: ils sont convaincus que sans les capitalistes il n'y a pas de croissance, pas de prospérité, pas d'emplois, pas de vie économique. Leur politique consiste à faire la politique qui leur convient.

J'appelle les travailleurs à affirmer l'inverse. La bourgeoisie n'est rien sans nous, les travailleurs. Les Arnault, les Drahi, les Bettencourt ne seraient rien sans les centaines de milliers de salariés qui travaillent dans leurs usines et leurs bureaux... Ils ne seraient rien sans leurs comptables, leurs chauffeurs, leurs femmes de ménage et leurs majordomes! Même pour se faire à manger ils ont besoin de nous!

Ensemble, nous faisons tourner toute la société. Nous produisons toutes les richesses. Y compris les superprofits qui sont encaissés par une minorité. Y compris les produits de luxe réservés aux plus riches. Les progrès des transports, de la médecine, toutes les prouesses techniques, c'est nous! Nous sommes indispensables à la bonne marche de l'économie et de la société.

Eh bien, il faut que nous l'affirmions et que cela soit notre boussole politique. Nous sommes mille fois plus légitimes à mettre en avant nos revendications que cette classe minoritaire et parasite. Nos intérêts, nos emplois, nos salaires, nos retraites, nos conditions de travail et de vie doivent passer avant les parachutes dorés des PDG, avant les dividendes des actionnaires, avant les fortunes d'une minorité capitaliste.

UN PROGRAMME DE LUTTE POUR LE MONDE DU TRAVAIL

Si l'on veut que le camp des travailleurs se renforce, qu'il soit visible y compris par tous ceux qui sont écœurés de la politique comme par ceux qui veulent voter pour le FN, il faut qu'il se manifeste dans cette élection. Il faut que les travailleurs mettent en avant leurs intérêts, leur politique, leur programme.

POUR ÉRADIQUER LE CHÔMAGE: UN TRAVAIL ET UN SALAIRE POUR TOUS

Le premier point de ce programme, c'est d'éradiquer le chômage. Le patronat et, à sa suite, tous les politiciens, prétendent qu'on ne peut pas garantir les emplois, qu'il leur faut de la flexibilité. Nous, travailleurs, nous devons affirmer qu'on ne peut pas vivre sans travail et que notre vie ne peut pas dépendre des aléas de leurs carnets de commandes. Nous ne sommes pas des machines que l'on peut brancher et débrancher. Nous avons une vie, une famille. Les loyers, les factures tombent tous les mois, même quand on a perdu son boulot. Il faut remplir l'estomac des enfants...

Il faut que tout le monde ait un travail et un salaire. La première mesure, de bon sens, est d'interdire les licenciements et les plans de suppressions d'emplois, à commencer par les entreprises qui font des bénéfices.

On me répond souvent que c'est une contrainte intenable. Rendez-vous compte de la contrainte!

Whirlpool ferme une usine à Amiens pour produire moins cher en Pologne, et licencie 290 salariés. Maintenir ces emplois lui coûterait moins de 2% de son bénéfice annuel de 850 millions de dollars et

ce serait une poussière dans le chiffre d'affaires de cette multinationale.

Et on peut faire le calcul pour Orange, la BNP, SFR, PSA, pour les multinationales de la pharmacie ou des assurances: c'est la même chose.

Ce sont là les groupes les plus prospères et de grands fabricants de chômeurs.

On m'oppose en permanence les PME, mais il ne faut pas être dupe. La grande majorité sont des extensions des grands groupes, créées artificiellement par le biais de l'externalisation et de la sous-traitance, pour diviser les travailleurs et pour que les grands groupes se déchargent de leurs responsabilités sur des patrons plus petits.

Il n'y a aucune raison d'accepter d'être licencié parce qu'on travaille dans une petite entreprise de nettoyage, de maintenance ou d'ingénierie. Quant aux petites entreprises et aux artisans, ce qui les étouffe ce ne sont pas les salaires qu'ils versent, ce sont les banques et les donneurs d'ordres. Alors oui, interdiction des licenciements, et que les groupes capitalistes payent pour préserver les emplois, y compris dans les petites entreprises qu'ils étranglent!

Parallèlement, il faut aussi créer des millions d'emplois pour les jeunes qui arrivent sur le marché du travail, pour tous ceux qui n'ont droit, depuis des années, qu'à quelques heures de boulot ici et là, pour tous ceux qui sont rejetés de la production parce qu'ils sont invalides ou handicapés. C'est possible, en imposant que le travail soit réparti entre tous. Et ce serait une mesure salutaire pour l'ensemble du monde du travail.

Dans presque toutes les entreprises, dans le privé et le public, la charge de travail a été alourdie, les horaires de travail – auxquels il faut ajou-

ter le temps de transport – sont devenus insoutenables. Il faut soulager ceux qui ont un emploi en diminuant leur temps de travail et en créant des emplois, de vrais emplois, avec un salaire complet.

Et regardez les services publics. Prenez les hôpitaux, est-ce qu'il y a trop de personnel? Est-ce qu'il y a trop d'enseignants dans les écoles? Trop de bras dans les maisons de retraite? On le voit dans la région parisienne au nombre de trains annulés, il manque des milliers de cheminots à la SNCF. Il manque des milliers de postiers dans les bureaux des quartiers populaires, des centaines de crèches! Alors, que l'on ne nous fasse pas croire qu'il n'y a plus de travail.

Oui, il faut créer des emplois et se répartir le travail. Cela nécessite d'imposer nos intérêts contre ceux du grand patronat et de l'État. Nous ne pourrions le faire qu'au travers d'une mobilisation déterminée, et en étant prêts à mener le combat jusqu'au bout, c'est-à-dire jusqu'à l'expropriation et la réquisition de tous ces grands groupes qui dominent aujourd'hui l'économie.

PAS UN SALAIRE À MOINS DE 1 800 EUROS NET, 300 EUROS D'AUGMENTATION POUR TOUS

À côté de cela, il faut augmenter les salaires et les pensions de retraite. Les candidats susceptibles d'accéder à l'Élysée nous expliquent qu'il est impossible pour les entreprises d'augmenter le smic parce que cela leur poserait des difficultés.

Ils raisonnent tous du point du patronat. Pas un ne se demande comment on arrive à boucler les fins de mois quand on gagne 1 150 euros par mois, et moins quand on est à temps partiel ou au RSA! Pour tous ces

gens-là, la priorité, ce sont les affaires et la prospérité du patronat, le Cac 40. Il faut d'abord que cela aille bien de ce côté-là, que le grand patronat soit comblé et, ensuite, peut-être qu'un jour ces messieurs-dames se pencheront sur le sort des travailleurs. Eh bien on peut toujours attendre!

Dans cette élection, j'appelle les travailleurs à reprendre la revendication de 1 800 euros par mois mise en avant par certaines fédérations de la CGT. Mais nous, nous parlons de 1 800 euros net, parce que ce qui compte c'est l'argent qui rentre dans nos poches.

Cette mesure choque nombre de journalistes. À l'un d'eux, j'ai demandé combien il lui fallait pour vivre? Il l'a mal pris et ne m'a pas répondu. Mais je voulais juste l'inviter à faire ses comptes, parce que nous, nos comptes, nous les faisons tous les jours et on mesure ce qu'il nous manque pour vivre sans l'angoisse du lendemain.

Pour ceux qui galèrent avec 900 euros ou 1 000 euros par mois, je sais que 1 800 euros apparaît comme le bout du monde. Mais c'est bien parce qu'ils nous forcent à vivre avec tout juste le nécessaire. Parce que 1 800 euros net par mois c'est ce qu'il faut pour se chauffer correctement, pour se payer une bonne mutuelle, pour pouvoir réparer la voiture quand elle tombe en panne ou pour payer des études à ses enfants.

Et 1 800 euros net, c'est le minimum nécessaire pour tous: pour les salariés comme pour ceux qui, aujourd'hui, vivent d'une pension. Et puis, dans une société normalement constituée, tout le monde devrait avoir le droit d'être intégré à une activité utile, y compris ceux qui souffrent d'un handicap ou d'une invalidité. Alors le minimum est de revendiquer que tous les minima sociaux tels que le RSA ou l'allocation adulte handicapé soient alignés

sur ces 1 800 euros net par mois.

Et bien sûr il faut que ces augmentations suivent le coût de la vie. On nous dit qu'il n'y a plus d'inflation, mais il suffit de comparer sa taxe d'habitation, sa facture d'électricité ou d'assurance pour voir que les prix augmentent. Alors ce qui compte c'est que nos salaires et nos pensions soient indexés sur le coût de la vie, sur le coût de la vraie vie, et pas sur les indices officiels manipulés par le gouvernement!

On me dit que tout cela est de l'utopie. Mais, dans notre société, toucher 45 000 euros par jour, y compris les samedis, dimanches et fêtes, comme Carlos Ghosn, le PDG de Renault-Nissan, ce n'est pas de l'utopie. Ça, c'est normal. Toucher plus d'un million d'euros par semaine quand on s'appelle Bettencourt, c'est aussi normal. Alors, quand tous ces gens-là parlent d'utopie, ils défendent les privilèges et le parasitisme de leur classe sociale.

S'il y a une utopie dans l'affaire, c'est de croire que ces augmentations de salaire seront données par un président de la République. La réalité, c'est qu'il faudra l'arracher par nos luttes et que cela dépendra de notre détermination. Alors oui, affirmons qu'il nous faut des augmentations de salaire et que 1 800 euros c'est le minimum qu'il nous faut.

CONTRÔLE DES TRAVAILLEURS SUR LES ENTREPRISES

La bourgeoisie a érigé le mensonge et l'opacité en art de gouverner. Elle en fait une arme pour imposer sa politique: nous devons revendiquer la levée du secret des affaires.

Ici, avec Toyota, on en a un exemple parfait: la direction du groupe a affiché des profits records ces dernières années. Cette année encore, elle



s'apprête à annoncer environ 15 milliards d'euros de bénéfices. Mais l'usine d'Onnaing a été mise en déficit artificiellement, en achetant au-dessus de leur prix les pièces détachées à d'autres entités Toyota et en vendant à Toyota Europe les véhicules en dessous de leur prix de revient. Par ce tour de passe-passe, la direction peut maintenir la pression sur les ouvriers, en leur faisant croire qu'ils ne sont pas rentables et sont menacés de perdre leur emploi s'ils n'acceptent pas de nouveaux sacrifices.

IL FAUT FAIRE LA TRANSPARENCE SUR LES DÉCISIONS ET LES COMPTABILITÉS DES ENTREPRISES.

On verrait alors les véritables circuits de l'argent. On verrait ce que l'entreprise verse réellement en salaires. Ce qu'elle économise, du fait des multiples exonérations de cotisations sociales, des niches fiscales. Ce qu'elle verse en dividendes à ses actionnaires, ce qu'elle met en provisions pour racheter d'autres entreprises ou même pour licencier. Il faut que l'on puisse connaître les conditions faites aux sous-trai-

tants, les marges que les uns imposent aux autres, y compris les dessous-de-table.

Et puis on nous explique que la raison d'être de cette classe capitaliste est d'investir. Eh bien, que l'on regarde aussi combien va à la recherche, à la formation, à l'investissement. Parce qu'en réalité même cette fonction d'investir, la bourgeoisie ne la remplit plus parce qu'elle a trouvé plus profitable pour s'enrichir : la spéculation.

Plus qu'un droit au contrôle, il faudrait même parler de devoir civique, car c'est la seule façon de dénoncer et d'empêcher les crimes patronaux. Du scandale de l'amiante au Dieselgate, en passant par le Mediator des laboratoires Servier et la Dépakine de Sanofi, on a la preuve que le grand patronat n'a aucun scrupule à nous empoisonner. Alors il faut savoir ce qui se passe dans les entreprises, et les salariés sont aux premières loges pour cela.

Pas un courrier, même secret, n'échappe à l'assistante du PDG, parce qu'elle le prépare et l'envoie. Collectivement, en rassemblant toutes ces informations parcellaires, les salariés peuvent avoir le contrôle sur toutes les décisions

et sur l'argent qui circule dans l'entreprise.

Les patrons le savent et le craignent, c'est pour cela qu'ils imposent le secret professionnel aux salariés. Il faut donner la possibilité à tous les salariés de se transformer en lanceurs d'alerte, sans craindre d'être placardisés ou licenciés. Il faut supprimer le secret des affaires.

Cette mesure modifierait le rapport de force entre le patronat et les travailleurs en donnant de nouvelles armes aux travailleurs. C'en serait fini du chantage patronal, des rumeurs et des fausses informations. Les travailleurs sauraient à quoi s'en tenir, ils pourraient anticiper, s'organiser face aux attaques patronales et prendre l'initiative pour les empêcher de nuire.

Alors voilà notre programme ! Ce n'est pas, comme tous les autres candidats, un catalogue de promesses numérotées qui seront aussi vite bafouées qu'elles ont été inventées. C'est un programme qui découle de nos besoins.

Et les objectifs que nous mettons en avant n'ont rien à voir avec des promesses électorales : ce sont des objectifs de lutte qui ne pourront être imposés qu'au travers d'une levée en masse du monde ouvrier, un bras de fer qui amènera forcément les travailleurs à contester la propriété privée de la bourgeoisie sur les moyens de production.

Nos adversaires ne s'y trompent pas. Ils hurlent aux mots d'expropriation et de réquisition. Eh bien oui, il faut remettre en cause la propriété privée sur les moyens de production. Il faut contester la propriété privée de la bourgeoisie qui s'est édifiée sur la sueur de générations de travailleurs, et qui continue de s'accroître au travers de notre exploitation.

Oui, je suis communiste et je suis candidate aussi pour dire

qu'il faut retirer à cette infime minorité immensément riche le pouvoir de maintenir dans l'esclavage salarial l'écrasante majorité de la population.

L'AVENIR : LE COMMUNISME

Je sais que certains, dans le monde du travail, ne se sentent pas exploités. Parce qu'ils font un travail intéressant dans lequel ils s'épanouissent ou parce qu'ils sont bien payés et pensent avoir tiré leur épingle du jeu.

Mais s'ils échappent à l'exploitation la plus brutale, ils n'échappent pas au pourrissement de la société ; ils n'échappent pas à la montée des idées réactionnaires, au racisme, à la xénophobie, à la montée du nationalisme. Ils n'échappent pas à la barbarie de la société.

Même celui qui sort de son logement confortable du 16^e arrondissement de Paris, il doit enjamber le SDF qui dort entre deux portes, il se retrouve dans le métro, serré comme une sardine, quand il n'est pas pris de panique à la menace d'une alerte à la bombe.

Et comment peut-il envisager paisiblement l'avenir quand on voit ce qui se passe aujourd'hui au Moyen-Orient ? Quand on voit le sort qui est fait aux réfugiés, forcés de risquer leur vie en Méditerranée puis emprisonnés dans des camps infâmes ! On a déjà l'écho de toute cette barbarie ici avec le terrorisme. Et qui peut affirmer que les rodomontades de Trump, qui montre ses muscles en lançant des bombes géantes sur l'Afghanistan ou envoyant ses cuirassés au large de la Corée du Nord, ne finiront pas par se transformer en guerre mondiale ? La réalité, c'est que l'on est tous dans la même galère. Les voyageurs du *Titanic* qui étaient en première classe pouvaient se croire privilégiés comparés à ceux de troisième



À Lyon, lors de la journée syndicale nationale de la Santé, le 7 mars 2017.

classe, mais ils ont sombré comme les autres.

La question qui se pose, à nous tous, n'est pas une question individuelle : c'est la question de savoir où va notre société. Crise économique, crise des réfugiés, crise écologique, guerres... les dirigeants de notre planète ne maîtrisent rien.

Même sur le plan écologique, tous les politiciens prétendent vouloir protéger la planète, mais regardez comment les différents gouvernements sont incapables d'empêcher les catastrophes qu'ils ont eux-mêmes annoncées. Pourquoi ? Parce qu'ils laissent toujours le dernier mot aux groupes capitalistes et se voient à l'impuissance !

Le capitalisme est une menace pour l'humanité elle-même. Quand je me suis engagée, à 18 ans, je ne supportais pas de voir l'Afrique ravagée par la famine dans une société d'abondance. Aujourd'hui, plus d'un quart de siècle plus tard, dans l'est de l'Afrique 20 millions de personnes sont entre

la vie et la mort faute d'eau et de nourriture ! Et à côté de cela le secteur du luxe et celui des ventes d'armes prospèrent.

Cette société est aveugle, parce qu'elle est dominée par de grands groupes capitalistes qui ravagent la planète autant par leur rapacité que par leur rivalité.

La force sociale capable de combattre la classe capitaliste dominante est là, ce sont les exploités du monde entier. Ils n'ont jamais été aussi numériquement importants, car la classe ouvrière internationale n'a jamais été aussi présente partout sur la planète. Aujourd'hui, il lui manque l'ambition consciente d'avoir à transformer la société en expropriant la bourgeoisie.

Le capitalisme est au bout du rouleau. Mais il ne quittera pas la scène de lui-même. Et on ne peut pas attendre les bras croisés qu'une société nouvelle émerge. Le remplacement du capitalisme par une économie rationnelle, collective et démocratiquement planifiée ne pourra être qu'un acte

conscient et délibéré de centaines de millions d'opprimés.

Et il dépend de nous, et en particulier des jeunes, d'en maintenir la perspective vivante.

Et cette perspective va de pair avec l'internationalisme. Le fait est que l'humanité n'a jamais été autant mélangée et proche car, en même temps qu'il nous oppose, le capitalisme nous relie comme jamais. Aujourd'hui, les crises économiques du capitalisme se répandent à la vitesse de la lumière, et au sens propre du terme!

Un nouvel effondrement boursier à Wall Street et c'est l'humanité entière qui plongera dans le marasme économique. Ce destin commun à tous les exploités est un fait irréversible. Mais il manque aux exploités la conscience d'appartenir à une seule et même classe internationale. Car le capitalisme pousse à la concurrence et cherche à dresser les travailleurs les uns contre les autres. Et quand aucune frontière nationale ne nous sépare, il utilise les différences de sexe, d'origine, de couleur de peau

pour implanter des frontières dans nos têtes et exacerber le racisme, la xénophobie ou le communautarisme.

Alors il faut des jeunes, des femmes et des hommes qui aient la volonté d'abattre toutes ces frontières et qui soient fiers d'affirmer « mon pays, c'est la terre, ma patrie, c'est l'humanité »!

DE L'ÉLECTION AU PARTI DES TRAVAILLEURS

Pour changer la société, la classe ouvrière aura bien des combats à mener, des petits et des grands. C'est dans le combat pour ses intérêts vitaux qu'elle forgera la conscience de son rôle historique. Et pour cela les luttes sociales, les grèves, les mouvements sociaux sont les combats qui comptent le plus.

Mais le moindre débrayage, la moindre grève se prépare d'abord dans les têtes. La moindre lutte se prépare bien avant dans les esprits. On pèse le pour et le contre, on réunit son courage. Mais on ne peut

pas gagner sans être sûr de nos intérêts, sans comprendre où sont nos ennemis, nos faux amis. Tout cela se forge dans le combat des idées et le combat politique.

Il faut s'adresser à tous ceux qui regrettent le recul de la conscience ouvrière. Il faut les convaincre d'affirmer leur propre conscience de classe dans cette élection. Oui, le monde ouvrier a besoin de repères politiques et d'une boussole, eh bien il faut que cette élection soit l'occasion de les mettre en avant.

J'appelle les travailleurs qui sont d'accord avec ce programme à voter pour ma candidature. Je les appelle à faire un vote de classe et de combativité. Oh, voter, ce n'est pas encore agir et se battre réellement. Mais quand on a cette révolte, quand on a cette conscience, il faut l'exprimer de façon à ce qu'elle devienne une expression collective.

Nous n'avons pas encore de parti à opposer à la bourgeoisie. En tout cas pas de parti capable de mener le combat politique à armes égales avec les



Dans la manifestation contre les violences policières, le 19 mars 2017 à Paris.

partis bourgeois. Et c'est tout le problème. Si les conditions d'existence des travailleurs reculent, s'ils sont désorientés, si la confusion règne dans beaucoup de têtes, c'est qu'il n'y a plus de parti ouvrier digne de ce nom depuis longtemps.

Le vote pour ma candidature permettra, le temps d'une élection, de faire apparaître les travailleurs comme un camp politique. Et il faut qu'il se maintienne après les élections. Car nous n'avons pas seulement besoin d'exprimer nos intérêts à un moment donné, nous avons besoin de mener le combat tous les jours ; au quotidien dans les entreprises, en permanence contre la politique antiouvrière relayée par les gouvernements. Cela, c'est le rôle d'un parti.

Il faut un parti qui affirme que la société est divisée en deux classes aux intérêts inconciliables et que nous devons nous battre, en ne comptant que sur nos propres forces, pour défendre notre droit à l'existence. Un parti qui affirme que les travailleurs peuvent se passer du grand capital parce que ce sont eux qui font tout fonctionner dans la société.

Voter, ce n'est pas encore construire un parti. Mais c'est déjà rassembler de façon ponctuelle derrière un drapeau. Et d'élection en élection, de mouvement de grève en manifestation, cela participe de la construction du parti. Alors votez et entraînez les gens autour de vous pour faire entendre le camp des travailleurs et aidez-nous à construire ce parti qui manque aujourd'hui à la classe ouvrière.

UNE MINORITÉ QUI PEUT PESER

J'appelle tous ceux qui partagent ces idées à voter pour ma candidature sans craindre

d'être minoritaires ou à contre-courant.

Oui nous sommes à contre-courant. Non seulement parce que la crise pousse dans un sens toujours plus réactionnaire et barbare, mais aussi pour une raison plus profonde liée à notre condition d'exploités. Les travailleurs n'ont pas confiance dans leur force collective et, plus fondamentalement, ils n'imaginent pas s'ériger en classe dirigeante.

L'idée que les travailleurs peuvent peser par en bas en s'organisant et en prenant eux-mêmes des décisions est une idée bien en avance sur la conscience de la majorité des travailleurs. S'ils savent bien que le véritable pouvoir n'est pas à l'Élysée, mais dans les conseils d'administration des grandes sociétés, toute la hiérarchie sociale cherche à les convaincre que cet ordre est immuable et interchangeable.

Alors oui, aujourd'hui, la majorité des travailleurs ne voient pas d'autres façons de diriger le pays que de s'en remettre à une classe politicienne dont on voit pourtant tous les jours qu'elle est pourrie. Ils sont piégés par ce jeu électoraliste. C'est de cela que Le Pen profite. « On les a tous essayés, sauf elle », entend-on. C'est l'expression de la désorientation, et plus fondamentalement c'est cela qui pousse à la résignation et à la passivité politique.

Alors, le sens de notre combat, c'est de conforter la conscience de classe et de dire aux travailleurs qu'ils doivent avoir confiance dans la force collective qu'ils représentent, qu'ils doivent avoir confiance dans leurs capacités. C'est dans le feu de l'action, dans l'expérience de leurs forces que les travailleurs découvriront leurs forces.

Et c'est là, dans ces situations d'explosion sociale, que la pré-

sence de femmes et d'hommes qui ont pris conscience de leurs intérêts justement dans les combats électoraux est déterminante.

En 2012, j'ai réalisé 0,56 %. Il faut bien sûr essayer de gagner de nouvelles voix. Mais il faut avoir à l'esprit que si, dans les urnes, 200 000 ou 300 000 voix pèsent peu face aux millions d'électeurs, dans les mouvements sociaux il en va tout autrement. Deux ou trois cent mille femmes et hommes conscients de leurs intérêts et agissants quand la combativité des travailleurs se réveille, cela peut changer bien des choses ! Alors, une par une, gagnons de nouvelles voix pour renforcer notre camp !

La réussite de notre campagne ne se mesurera pas au score que je ferai. Le nombre de voix qui se portera sur ma candidature sera bien inférieur au nombre de femmes et d'hommes que nous avons touchés et confortés dans leurs convictions. Pourquoi ? Parce que le vote est pollué et déformé par des considérations électoralistes.

Combien de travailleurs nous expliquent que, tout en se méfiant de Macron, ils voteront pour lui au premier tour pour éviter un duel Fillon-Le Pen ? Et ils sont encore plus nombreux à se préparer à voter Mélenchon, quand bien même ils sont convaincus qu'il n'y a pas de sauveur suprême ! Tout cela au nom du moins pire, tout cela en se disant « on ne sait jamais » et « cela ne coûte rien ».

Ce n'est pas vrai, parce qu'on ne sort jamais indemne d'avoir marché dans des illusions, et on le mesure aujourd'hui dans le désarroi et la démoralisation qu'ont causés dans les classes populaires et les milieux militants les reniements à chaque fois que la gauche a gouverné. Alors, même si nos arguments pèsent peu face à la pression



À la tribune du meeting central de campagne, le 26 mars 2017 à Aubervilliers.

du vote utile et aux réflexes électoralistes, il faut continuer de dire ce que nous avons à dire. Il faut que ce soit entendu du plus grand nombre, car la réalité nous donnera raison.

Alors oui, nous devons mesurer la réussite de notre campagne au nombre des discussions que nous avons eues, aux possibilités que nous avons eues d'expliquer la situation, de dénoncer les comédiens qui se bousculent pour l'Élysée et de faire comprendre que l'essentiel est de regarder la classe capitaliste qui tire les ficelles, car c'est contre elle qu'il va falloir que les travailleurs se battent.

Nous sommes minoritaires, mais nous sommes reconnus par les nôtres comme faisant partie de leur camp, nous sommes reconnus comme des femmes et des hommes sur qui ils pourront compter quand ils

décideront de se battre. Et cela ça comptera pour l'avenir.

VOTEZ POUR VOS INTÉRÊTS

Et je le dis à ceux qui sont écœurés par le spectacle politicien et qui envisagent de s'abstenir: Certes, voter ne changera pas votre sort. Mais quand on a la possibilité de protester, de dire ce que l'on pense, il faut le faire. Et on le fait dans la vie de tous les jours, on le fait au travail, on le fait quand une injustice se déroule sous nos yeux, même si l'on n'est pas en mesure de l'empêcher, parce que c'est aussi une question de dignité.

S'abstenir alors qu'on a la possibilité de renforcer son camp, ce n'est pas une preuve de conscience ou de radicalisme. C'est se soumettre et c'est désertier car, si nous ne défendons pas nos idées, qui le fera?

Personne ne mènera le combat à notre place.

Parfois on ne trouve pas le moyen de se battre, de faire grève, de manifester, ou simplement de protester. Parce qu'on est seul ou parce que le rapport de force est trop défavorable. Mais voter, s'exprimer dans l'urne, est un geste à la portée de tous. Il n'y a pas de petits combats, pas de petits gestes.

Quand on est minoritaire, la moindre voix compte et peut porter. Et, encore une fois, nous pouvons être fiers de nos idées, fiers des perspectives que nous portons. Alors entraînons le maximum de ceux qui nous entourent à joindre leur voix à la nôtre.

Dès aujourd'hui, dans cette campagne, levons notre drapeau, celui des travailleurs et des luttes collectives. C'est un vote de conscience et de combativité ouvrière.



Annexe 2

Déclaration de Nathalie Arthaud au soir du premier tour de l'élection présidentielle, le 23 avril 2017, à l'intention de ses camarades de Lutte ouvrière

Cette déclaration fait suite à celle où Nathalie Arthaud commente les résultats et donne sa position en vue du second tour, que nous ne reproduisons pas ici, mais que nos lecteurs pourront retrouver dans le journal *Lutte ouvrière* n° 2543 du 28 avril 2017.

Je voudrais rajouter quelques mots sur notre campagne.

UNE CAMPAGNE RÉUSSIE

Nous avons fait une bonne campagne. Notre score est bien sûr très bas. Et pour la plupart des journalistes et des experts politiques, ce sera la preuve de notre échec et de notre isolement. Eh bien non, nous ne sommes pas isolés. Nous savons par les retours que nous avons eus, par les discussions et les encouragements qui nous ont été adressés, que nous avons touché nombre de travailleurs, de chômeurs, d'ouvriers. Au travers de notre campagne nous avons conforté les revendications du monde du travail, nous avons donné de la légitimité à tous ceux qui se battent au jour le jour, nous avons renforcé notre camp.

Cela ne se mesure pas dans les urnes car le vote est toujours pollué et déformé par des considérations électoralistes et le vote utile. Combien nous ont expliqué que, tout en se méfiant de Macron, ils voteront pour lui au premier tour pour éviter un duel Fillon-Le Pen ? Et ils sont encore plus nombreux à avoir voté Mélenchon, quand

bien même ils sont convaincus qu'il n'y aura pas de sauveur suprême ! Tout cela au nom du moins pire, tout cela en se disant « on ne sait jamais » et « cela ne coûte rien ».

Mais l'essentiel est de s'être battu jusqu'au bout, d'avoir dénoncé les illusions et prévenu les nôtres, l'essentiel est d'avoir dit ce que nous avions à dire malgré la pression du vote utile.

Alors oui, nous devons mesurer la réussite de notre campagne au nombre des discussions que nous avons eues, aux possibilités que nous avons eues d'expliquer la situation. Cette campagne nous a permis de nous faire connaître et reconnaître des nôtres, et c'est cela qui compte pour l'avenir.

UNE CAMPAGNE LUTTE DE CLASSE ET COMMUNISTE

Ce que nous avons défendu dans cette campagne est essentiel. Nous avons mis en avant la conscience de classe et la perspective de renverser la société capitaliste.

Nous avons popularisé l'idée toute simple que les travailleurs font tout dans la société et doivent collectivement en de-

venir les maîtres. C'est une idée en avance sur la conscience de l'écrasante majorité car le propre de toute société d'exploitation, c'est d'enfoncer dans le crâne des opprimés que les pauvres sont faits pour trimer et se taire. Et en même temps, c'est une idée qui touche profondément les plus exploités de la société.

Comme le disent nos camarades d'Haïti, de Guadeloupe et de Martinique, nous avons voulu conscientiser les nôtres. Nous n'avons pas seulement demandé aux travailleurs d'exprimer leur écœurement face à une classe politique pourrie. Nous n'avons pas voulu être une simple caisse de résonance de la colère ou des frustrations face aux injustices, nous avons défendu un programme et des perspectives de classe en nommant les choses : la classe capitaliste, la domination de la grande bourgeoisie, l'exploitation et la nécessité d'un parti.

Nous savons que parler de classe ouvrière, d'exploitation, de lutte de classe et même de construire un parti n'est pas à la mode et n'est pas bien compris de la frange des travailleurs la moins exploitée. Mais c'est notre raison d'être.

La clé de la situation, la possibilité d'inverser le rapport de force entre le grand patronat et le monde ouvrier dépend en dernier ressort de la conscience de classe des exploités.

Ce que nous pouvons faire comprendre dans le cadre d'une campagne électorale comme celle-là reste très limité. Ce que des millions de travailleurs ont dans la tête, la confiance qu'ils ont dans leurs propres forces, tout cela ne peut pas se modifier au travers d'une simple propagande. C'est dans les luttes, dans le feu de l'action que les travailleurs apprendront et forgeront cette conscience politique.

L'expérience de toutes les grandes luttes et en particulier des révolutions le montre. Les ouvriers et les paysans russes de 1917 se sont soulevés contre la guerre, contre les pénuries et contre un régime sourd à leurs souffrances, mais ils étaient loin d'avoir l'idée de prendre eux-mêmes le pouvoir. C'est dans la confrontation avec l'État tsariste et la bourgeoisie russe qu'ils en ont découvert la nécessité. Pour la masse des travailleurs, à l'échelle de la classe ouvrière, aucun argument ne peut remplacer l'action collective.

Nous sommes aujourd'hui dans une situation de recul du mouvement ouvrier et de montée des idées réactionnaires. Et nous saisissons des combats qui s'offrent à nous, essentiellement les combats électoraux, aussi biaisés et limités soient-ils, pour faire progresser la conscience de classe des nôtres.

CONSTRUIRE LE PARTI

Cette conscience de classe doit s'incarner dans un parti. Seul un tel parti existant dans toutes les villes, dans tous les quartiers populaires, dans toutes les entreprises est en mesure de transformer le

sentiment de classe qui existe dans le monde du travail en conscience solide, capable de résister à toutes les épreuves, y compris à la menace du terrorisme et des guerres.

Et un tel parti est indispensable à la victoire si des luttes puissantes se développent. Car si, pour se déclencher, les luttes et les révolutions n'ont pas besoin des révolutionnaires, elles ont besoin d'eux pour gagner.

Notre priorité est d'avancer dans la construction de ce parti. Cette campagne nous a permis de faire des rencontres, certains sont venus à nous pour exprimer une sympathie, un soutien et parfois une volonté de s'engager à nos côtés. Il faut qu'ils puissent se rapprocher de nous et s'associer à nos activités. Ils nous rejoignent sur la base des idées de lutte de classe et du renversement de la classe capitaliste, c'est une base solide!

Alors il ne faut pas relâcher nos efforts. Dans les prochaines semaines il faut profiter de l'oreille que nous avons gagnée auprès des travailleurs pour expliquer la situation, car cette nouvelle situation posera bien des questions, suscitera bien des inquiétudes et il faut donner des réponses, affirmer et réaffirmer sans relâche nos perspectives.

La période qui vient va être une période politique intense. D'ici au deuxième tour, il va nous falloir tenir ferme sur nos positions, quelles que soient les pressions. Il y a dans une semaine le Premier Mai qui sera un moment important pour apparaître politiquement. Puis il y aura les législatives. Comme nous aurons des candidats dans toutes les circonscriptions du pays, nous aurons la possibilité de continuer de nous faire entendre à une échelle plus large que d'habitude. Cela multipliera les occasions de joindre et réunir ceux qui ont approuvé notre campagne et se sont sen-

tis représentés.

Cette nouvelle campagne sera courte mais elle sera aussi propice pour tisser de nouveaux liens et renforcer les plus anciens.

Et très bientôt nous nous retrouverons à notre grand rassemblement annuel de la fête à Presles qui aura une signification politique d'autant plus importante pour nous que c'est dans le cadre de la fête que nous tiendrons nos deux grands meetings nationaux des législatives.

IDÉES QUI FERONT LEUR CHEMIN

Nous avons réalisé 0,7%. Cela correspond à 230 000 voix qui incarnent la continuité avec ce que le mouvement ouvrier a de meilleur : le courant communiste révolutionnaire, qui est le seul à offrir une perspective à l'humanité.

Ces 230 000 voix seront peut-être source de railleries de la part de certains. Mais il faut mesurer ce que cela représente socialement.

Nos 230 000 électeurs sont principalement des ouvriers, des employés, des chômeurs. Ce sont des femmes de ménage, des opérateurs, des facteurs, des retraités révoltés par la situation qui leur est faite. Ils sont présents dans les entreprises, dans les quartiers populaires, dans les barres d'immeubles où sont concentrés ceux qui ont tout intérêt à changer la situation. Et sans même parler d'une remontée de la combativité ouvrière dans laquelle ils pèseraient, cela fait 230 000 personnes sûres de leurs convictions et de leur légitimité. 230 000 personnes qui seront les relais de nos idées et qui aideront tôt ou tard à les démultiplier.

Car nos idées feront leur chemin. Elles feront leur chemin au-delà de nos discours et de nos arguments. C'est la vie elle-

même qui les confortera. C'est la réalité de l'exploitation patronale, les fermetures d'usine, les bas salaires, les pensions indignes... mais c'est aussi la réalité de la menace terroriste, des guerres. Parce que le capitalisme c'est aussi tout cela et cela ne laisse d'échappatoire à personne.

Même ceux qui se croient à l'abri et pensent qu'après tout le capitalisme leur laisse vivre la vie qu'ils ont envie de vivre, qu'ils font un travail épanouissant et bien payé, sont rattrapés par cet ordre social et la barbarie qu'il trimballe.

Qui peut envisager paisiblement l'avenir quand on voit ce qui se passe aujourd'hui au Moyen-Orient ? On en a déjà les contre-coups ici avec le terrorisme ; mais qui peut être certain que ces guerres ne dégèneront pas en une guerre

plus large ?

La réalité est que nous sommes tous dans la même galère, et la conscience d'avoir à combattre ceux qui dirigent aujourd'hui la planète et d'avoir à transformer la société de fond en comble s'imposera tôt ou tard au plus grand nombre, et peut-être plus vite qu'on ne le croit.

On le voit aujourd'hui avec les résultats de ce premier tour, il en est fini du ronron électoral, les équilibres politiques habituels sont rompus et nous entrons dans une période d'instabilité politique. Période d'instabilité qui n'est encore une fois que le reflet de crises plus graves, le reflet de la crise économique, mais aussi de la crise migratoire, de la crise écologique et de la crise internationale.

Pour répondre à la situation, nous sommes bien en retard, parce que la construction du parti nécessaire a pris du retard. Alors raison de plus de garder notre conscience politique et la volonté de construire un parti qui ait pour objectif de changer de fond en comble l'ordre social capitaliste.

Plus que jamais, il faut des militantes et des militants qui en défendent la perspective, il faut des femmes et des hommes prêts à être à contre-courant et qui tiennent envers et contre tout à leurs convictions et à leur idéal. Encore une fois, nos idées correspondent aux nécessités vitales de millions de travailleurs. Tôt ou tard elles seront reprises par des millions de femmes et d'hommes décidés à ne plus subir. À nous de les faire vivre.



Le 1^{er} mai 2017 à Paris : « Contre la millionnaire d'extrême droite, contre le lardin des banquiers, le drapeau rouge des travailleurs ! »

Les brochures du Cercle Léon Trotsky

AFRIQUE

- Afrique du Sud: de l'apartheid au pouvoir de l'ANC (n° 118, 29 janvier 2010)
- L'Afrique malade du capitalisme (n° 104, 16 juin 2006)

MOYEN-ORIENT

- Moyen-Orient: la barbarie des djihadistes et celle de l'impérialisme (n° 138, 14 novembre 2014)
- Israël-Palestine: comment l'impérialisme, en transformant un peuple en geôlier d'un autre, a poussé les deux dans une impasse tragique (n° 109, 1^{er} février 2008)

EUROPE

- Un quart de siècle après l'éclatement de l'Union soviétique, le peuple ukrainien victime des rivalités entre les impérialistes et Poutine (n°140, 6 mars 2015)
- L'Europe: ni la cause de la crise du capitalisme ni un moyen de la surmonter (n° 136, 11 avril 2014)
- L'immigration dans l'Europe en crise (n° 135, 24 janvier 2014)
- La Grèce face à la crise (n° 133, 14 juin 2013)
- Allemagne: vingt ans après, où en est la réunification? (n° 122, 19 novembre 2010)

AMÉRIQUE

- Amérique latine: les gouvernements entre collaboration et tentatives de s'affranchir de la domination des États-Unis (n° 105, 24 novembre 2006)
- La longue lutte des Noirs américains (n° 142, 19 juin 2015)

ASIE

- Afghanistan, Pakistan: toute une région déstabilisée par l'impérialisme (n° 128, 18 novembre 2011)
- L'Inde: de l'exploitation coloniale au développement dans l'inégalité (n° 102, 10 mars 2006)
- La Chine: nouvelle superpuissance économique, ou développement du sous-développement? (n° 101, 27 janvier 2006)

- Face aux ravages de la mondialisation capitaliste, l'impasse du souverainisme (n° 147, 10 juin 2016)



- États-Unis: les avatars de l'alternance démocrates-républicains et la classe ouvrière (n° 148, 10 novembre 2016)

FACE À LA FAILLITE DU CAPITALISME, ACTUALITÉ DU COMMUNISME

- Textes des interventions d'Arlette Laguiller et de Nathalie Arthaud dans les meetings de Lutte Ouvrière (n° 115, 1^{er} trimestre 2009)

IDÉES/HISTOIRE

- Syriza, Podemos... quelles perspectives pour les « gauches radicales »? (n° 146, 8 avril 2016)
- Les combats pour l'émancipation des femmes et le mouvement ouvrier (n° 144, 8 janvier 2016)
- Le réchauffement climatique, un révélateur de l'irresponsabilité du capitalisme (n° 143, 9 octobre 2015)
- Temps de travail, salaires et lutte des classes (n° 141, 10 avril 2015)
- Développement des sciences et fondements des idées communistes (n° 139, 23 janvier 2015)
- Guerre de 1914-1918: la classe ouvrière livrée à ses bourreaux par la trahison des directions du mouvement ouvrier (n°137, 19 septembre 2014)
- La crise actuelle de l'économie capitaliste et ses origines (n° 131, 22 février 2013)
- La Turquie, du kémalisme à l'islamisme, et les perspectives de la classe ouvrière (n° 130, 25 janvier 2013)
- Il y a cinquante ans, la fin de la guerre d'Algérie, mais pas la fin de l'oppression (n° 129, 16 novembre 2012)
- Avec Mitterrand et après... la gauche au gouvernement (n°126, 13 mai 2011)
- Aux origines lointaines et proches de la révolte des peuples arabes (n° 125, 1^{er} avril 2011)
- Le prolétariat international, la seule classe capable de mettre fin au capitalisme et à l'exploitation (n° 124, 4 mars 2011)
- Les religions, l'athéisme et le matérialisme (n° 123, 28 janvier 2011)
- Les syndicats hier et aujourd'hui (n° 121, 15 octobre 2010)
- La décroissance: faire avancer la société à reculons (n° 117, 10 décembre 2009)

FRANCE

- L'enseignement public (n° 114, 30 janvier 2009)
- Au-delà de la crise actuelle, la faillite des solutions bourgeoises à la crise du logement (n° 111, 13 juin 2008)
- La grande bourgeoisie en France (n° 110, 18 avril 2008)

Ces brochures peuvent être envoyées sur demande en joignant 5 timbres à 0,73 euro par brochure.

Les brochures du Cercle Léon Trotsky sont publiées depuis octobre 1983. Nous tenons à la disposition de nos lecteurs la liste complète des brochures non épuisées.

Où trouver Lutte de classe ?

FRANCE

PARIS

Le Point du Jour
58, rue Gay-Lussac, Paris 5^e
La Brèche, 27, rue Taine
Paris 12^e

ALBERTVILLE

SNC le Maryland
106, rue de la République

ALBI

Maison de la Presse
Place du Vigan

ANGERS

Librairie Contact
3, rue Lenepveu
Librairie Les Nuits bleues
21, rue Maillé

ARGENTEUIL

Librairie Presse-papier
28, avenue Gabriel-Péri

BESANÇON

Les Sandales d'Empédocle
95, Grande-Rue

BOURGES

La Plume du Sarthate
83, avenue Arnaud-de-Vogüé

BREST

La Bouquinerie
Place Guérin

CHAMBÉRY

Tabac-presse des Portiques
9, rue de Boigne

CLERMONT-FERRAND

Tabac presse du Mazet
5, place du Marché aux poissons

DIJON

Relais H, quai n° 1
Gare SNCF de Dijon

DOLE

La Passerelle
16 bis, rue de la Sous-préfecture

GAP

Librairie-papeterie Davagnier
3, place Jean-Marcellin

GRENOBLE

Tabac-presse Le Brazza
18, place Sainte-Claire
Tabac-presse Le Berriat
97, cours Berriat

IVRY-SUR-SEINE

Librairie Envie de lire
16, rue Gabriel-Péri

LA ROCHELLE

Librairie Les Saisons
21, rue Saint-Nicolas

LYON 7^e

Terre des livres
86, rue de Marseille

MARSEILLE

Librairie L'Odeur du Temps
35, rue Pavillon, Marseille 1^{er}

NANTES

Librairie Vent d'Ouest
5, place du Bon-Pasteur

RENNES

Tabac-presse La Civette
(Centre commercial des Longs
Champs)

ROUEN

Mag Presse, Rue Saint-Sever

TOULON

Kiosque à journaux
Cours Lafayette - Place Hubac

VALENCE

Librairie Notre temps
30, Grande-Rue

GUADELOUPE

POINTE-À-PITRE

Librairie Jasor
Rue Schoelcher
Match - Grand Camp

LA DOMINIQUE

ROSEAU

Frontline Co-op
78, Independence street

HAÏTI

PORT-AU-PRINCE

Librairie La Pléiade
Librairie Phénix
Lalue 212, en face rue Chrétien

ALLEMAGNE

BERLIN

Buchhandlung Schwarze Risse
Gneisenaustr. 2a - Im Mehringhof
10961 Berlin

BELGIQUE

BRUXELLES

Librairie Aurora
Avenue J.-Volders, 34
B-1060 Bruxelles (Saint-Gilles)
Librairie Joli Mai
Avenue Paul-Dejaer, 29
B-1060 Bruxelles

POLOGNE

VARSOVIE

Główna księgarnia naukowa
im. B. Prusa Sp. Cyw
Krakowskie przedmieście 7

SUISSE

GENÈVE

Librairie du Boulevard
35, rue de Carouge

On peut également se procurer *Lutte de classe* (langue française) dans un certain nombre de librairies de plusieurs autres villes en Allemagne ainsi que de plusieurs autres pays, notamment l'Argentine, le Canada (Québec), l'Italie, le Mexique. Pour plus de précisions, écrire à Lutte ouvrière.

AFRIQUE



Mensuel trotskyste publié par
l'Union africaine des travailleurs
communistes internationalistes
P.A.T. - BP 42 - 92114 CLICHY CEDEX
<http://www.uatci.org>

ALLEMAGNE



Das rote Tuch - Mensuel du
Bund Revolutionärer Arbeiter
Abonnement un an: Allemagne 11 €,
autres pays 15 €
Correspondance:
Das rote Tuch,
Postfach 10 08 02, 45008 ESSEN
<http://www.bund-revolutionaerer-arbeiter.org>

BELGIQUE

Lutte ouvrière
Arbeidersstrijd
communiste trotskiste
communistisch trotskistisch

Lutte ouvrière - Arbeidersstrijd
Adresse:
BP 62 5100 JAMBES - BELGIQUE
<http://www.lutte-ouvriere.be> et
<http://www.arbeidersstrijd.be>

ESPAGNE



Correspondance:
boletinvozoobra@yahoo.es
APARTADO DE CORREOS - 10210 -
SEVILLA
<http://www.vozobrera.org>



ÉTATS-UNIS



Bimensuel trotskyste
Abonnement par avion, sous pli fermé
USA, Canada, Mexique
six mois: 13 \$ - un an: 26 \$
Autres pays, 6 mois: 19 \$ - un an: 37 \$
PO box 13064, BALTIMORE, MARYLAND
21203
<http://www.the-spark.net>



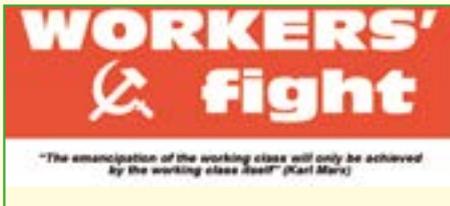
Revue trimestrielle
publiée par The Spark
Abonnement par avion, sous pli fermé
USA, Canada, Mexique,
un an (4 numéros): 16 \$
Autres pays, un an (4 numéros): 25 \$
PO box 13064, BALTIMORE, MARYLAND
21203

FRANCE



Hebdomadaire trotskyste
Prix: 1,20 €
Abonnements: France - DOM TOM,
six mois: 20 €; un an: 40 €
Autres pays, par avion, sous pli fermé:
nous consulter
Versements à LUTTE OUVRIÈRE -
CCP PARIS 26 274 60 R
www.lutte-ouvriere-journal.org

GRANDE-BRETAGNE



Mensuel
Abonnement: écrire à la boîte postale
<http://www.w-fight.org>
contact e-mail: contact@w-fight.org



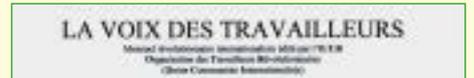
Trimestriel publié par Workers' Fight
BM ICLC - LONDON WC1N 3XX
Abonnement 1 an:
GB £8 - Reste de l'Europe: £10

GUADELOUPE - MARTINIQUE



Bimensuel trotskyste
Abonnement un an: Pli fermé: 30,50 € -
Pli ouvert: 23 €
Guadeloupe:
Combat ouvrier - Philippe Anaïs
1111 Rés. Matéline, l'Aiguille -
97128 GOYAVE
Martinique:
Combat Ouvrier - Louis Maugée
BP 821 - 97258 FORT-DE-FRANCE
CEDEX
<http://www.combat-ouvrier.net>

HAÏTI



Mensuel révolutionnaire
internationaliste publié par
l'Organisation des travailleurs
révolutionnaires (UCI)
BP 2074 - PORT-AU-PRINCE - HAÏTI
e-mail: vdtravailleurs@yahoo.fr

ITALIE



Mensuel du Cercle ouvrier
communiste
via Ippolito Nievo 32-57100 LIVORNO -
ITALIA
Abonnement 1 an: 12 €
<http://www.linternazionale.it> - contact
e-mail: l.internazionale@tin.it

TURQUIE



Sınıf Mücadelesi (Lutte de classe)
Mensuel trotskyste
Correspondance:
BM ICLC - LONDON WC1N 3XX
<http://www.sinifmucadelesi.net>